

GRÈVES SAUVAGES ET SYNDICATS

SUR L'ORGANISATION

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

*Révolution
Internationale*

N° 3

S O M M A I R E

GREVES SAUVAGES ET SYNDICATS page 3
Les syndicats restent-ils des "organisations ouvrières"? Que représentent les grèves "sauvages" actuelles? Quelle doit être l'attitude des révolutionnaires?

SUR L'ORGANISATION page 25
Un retour sur le problème de l'organisation des révolutionnaires, le besoin et les buts de cette organisation.
-Texte présenté à la rencontre nationale d'ICO en Juin 1969.
-Précision sur les rapports entre organisations des révolutionnaires et organisations de la classe.
-Correction du point n°7 de la Déclaration de Principes.

LE MOUVEMENT ETUDIANT page 37
Un texte d'un camarade et une critique de celui-là à travers laquelle se précisent le rôle du mouvement étudiant et la signification du mouvement de Mai.

MISE AU POINT SUR LE N°12 DE L'ISpage 53

GREVES SAUVAGES

&

SYNDICATS

Il y a un siècle, la constitution d'organisations syndicales était pour la classe ouvrière un sujet de lutte contre les gouvernements. Aujourd'hui, c'est les gouvernements qui luttent pour la syndicalisation des ouvriers.

"Une certaine resyndicalisation de la masse ouvrière française est nécessaire, car elle donnerait aux employeurs un interlocuteur valable et limiterait la gravité et la fréquence des conflits sociaux" (Schuman, lorsqu'il était Ministre d'Etat chargé des Affaires Sociales, Déclarations à France-Inter: 4 Décembre 1968).

Les grèves spontanées, "incontrôlées", les GREVES SAUVAGES, éclatant en dehors des syndicats, ou contre eux, deviennent le cauchemar du Capital international:

- En Angleterre, où le gouvernement avoue que 95 % des grèves sont sauvages, elles paralysent systématiquement des secteurs entiers de la production (les syndicats ont empêché la présentation de la fameuse loi "anti-grève" en se compromettant à combattre eux-mêmes ces grèves),
- Aux Etats-Unis, à travers les grèves sauvages, ouvriers blancs et ouvriers noirs se retrouvent dans une lutte commune, éliminant le racisme caractéristique des syndicats et dépassant le cadre nationaliste des luttes noires,
- En Allemagne, elles éclatent au moment même où la bourgeoisie se prépare aux élections en fêtant le triomphe du Mark,
- En France, où le préavis de grève disparaît définitivement, elles se multiplient atteignant tour à tour secteur nationalisé et secteur privé; la CGT est amenée à se donner des airs "gauchistes", le gouvernement à répéter les appels à la syndicalisation;
- Mais c'est surtout en Italie qu'elles atteignent leur plus grand développement; des grèves décidées, organisées et discutées en assemblées de base se multiplient; leur point de ralliement principal est la méfiance que les syndicats leur inspirent.

Les grèves sauvages ne sont plus des "dépassements" plus ou moins inconscients des syndicats, mais sont au contraire une action consciente, réalisée par des ouvriers qui sont depuis des mois en lutte continue, et qui, par expérience, placent de plus en plus les syndicats du côté du patron. Voici quelques exemples:

"Les grèves, les cortèges, les assemblées internes ont fait sauter les divisions entre ouvriers et ont fait mûrir l'organisation autonome de la classe, indiquant les objectifs:

- avoir toujours l'initiative dans l'usine contre les syndicats;
- 100 Lires d'augmentation sur la paie de base, égale pour tous,
- etc..."

L'Assemblée Ouvrière de Turin. 7 Juillet 1969. (Tract).

"La première chose est de décider, nous ouvriers, quels sont les objectifs de la lutte, sans laisser les syndicats décider pour nous.

Nous avons bien eu, au cours de la dernière lutte, une nouvelle preuve du fait que les syndicats, non seulement ne servent pas nos propres intérêts, mais s'opposent à la lutte ou servent à la détourner vers des objectifs inoffensifs ou utiles au patron".

(FIAT. Opuscule du 22 Juillet 1969. Turin) (1)

"NOUS SOMMES TOUS DES DELEGUES D'ATELIER"

(Ouvriers de la FIAT, au département 69, contre une tentative d'institutionnaliser des délégués d'atelier) (1).

Ainsi, les ouvriers se dressent aujourd'hui contre les organisations que leurs camarades avaient constitué, il y a cent ans, au prix de luttes acharnées.

Les ouvriers du siècle dernier avaient-ils donc tort de former des organisations syndicales ? Marx se trompait-il lourdement quand il y voyait un pas fondamental dans la lutte historique du prolétariat ? Toutes ces luttes ont-elles été finalement inutiles, voire même néfastes pour l'avenir de la classe ouvrière ?

Où alors, ce sont les ouvriers de notre époque qui ont perdu le "fil de l'histoire" ? Les grèves sauvages sont-elles seulement l'expression de leur incapacité à reprendre les tâches de leurs prédécesseurs et à former de "bonnes organisations syndicales" ?

(1) cf. ICO. N° de Septembre 1969.

Ni l'un, ni l'autre. Il s'agit en fait de deux formes de lutte correspondant à deux périodes historiques différentes. Depuis le XIX^e Siècle, beaucoup de choses ont changé dans le capitalisme et, fondamentalement, le fait que d'un système en plein essor, il est devenu un système historiquement décadent.

LA PERIODE "ASCENDANTE" DU CAPITALISME...

Détruisant les rapports de production féodaux et construisant "un monde à son image", le capitalisme a connu au XIX^e et au début du XX^e Siècles, une expansion extraordinaire et sans heurts importants.

Les lois économiques capitalistes correspondaient à un besoin historique objectif. Les capitalistes empochaient des profits qu'ils administraient librement; l'Etat n'était là qu'en tant que Gendarme ayant comme tâche d'assurer la soumission de la classe travailleuse. C'est le règne du libre-échange et du libéralisme bourgeois.

Pour ces raisons, la révolution n'était pas encore objectivement à l'ordre du jour malgré ce que pouvaient penser les révolutionnaires de l'époque.

~~Par contre~~, le REFORMISME ETAIT POSSIBLE ET DONC NECESSAIRE.

Il était en effet possible au système capitaliste de supporter une augmentation réelle de salaires ou une diminution effective du temps de travail sans pour cela courir à la faillite. Les profits croissaient sans limites, les débouchés semblaient intarissables, les frais de maintien du système étaient faibles; le capitalisme pouvait accepter, si la lutte de la classe ouvrière le lui imposait, une modification de la répartition du produit social.

Lorsque le prolétariat arrachait la satisfaction d'une revendication, c'était de façon durable et donc réelle. Toutes les luttes du prolétariat en étaient déterminées. Partis politiques de masse, parlementarisme, syndicalisme. Le réformisme avait un sens pour la classe ouvrière. Ce ne sera plus le cas dans le capitalisme décadent.

LA PHASE DE DECLIN DU CAPITALISME...

La Guerre de 1914-1918 marque pour le capitalisme le début d'une nouvelle phase historique. C'est la période de l'inflation constante, de la saturation des marchés, de l'exacerbation des antagonismes impérialistes, du besoin de destruction massive par la guerre et l'économie d'armement. Les contradictions économiques propres au système commencent à éclater violemment, provoquant des secousses de la taille de la crise de 1929 ou des Guerres Mondiales.

C'est la fin de l'âge d'or du capitalisme et le début de sa décadence. C'est aussi le début de l'ère de la révolution prolétarienne.

Notre but n'est pas d'expliquer ici les raisons économiques profondes qui ont provoqué ce changement. Pour les besoins de notre analyse des syndicats, nous nous contenterons de relever deux effets de cette décadence. Ils constituent deux traits caractéristiques des dernières 50 années et peuvent être CONSTATES indépendamment de l'analyse des contradictions profondes du capitalisme.

Ces deux caractéristiques sont:

- 1 - L'impossibilité pour la classe dominante d'accorder de nouvelles concessions réformistes au prolétariat;
- 2 - L'accroissement et le renforcement du rôle de l'Etat dans la société.

1 - L'impossibilité pour la classe dominante d'accorder de nouvelles concessions réformistes au prolétariat.

Il est devenu banal de constater que, depuis 50 ans, toutes les luttes pour des revendications salariales n'aboutissent à rien: les augmentations de salaires se traduisent immédiatement par une hausse correspondante -sinon supérieure- du niveau des prix. L'élévation de salaires arrachée en Juin 1936 à Matignon (12 % en moyenne) était annulée en six mois (Rien que de Septembre 1936 à Janvier 1937, les prix montèrent en moyenne de 11 %). On sait aussi -comme exemple- ce qui reste un an plus tard des augmentations de Grenelle 1968.

Sur le plan du temps de travail, le phénomène est le même: alors que dans la période "ascendante" du capitalisme, le temps de travail diminuait effectivement sous la pression des luttes ouvrières (de 1850 à 1900, la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie est passée de 72 à 64,5 heures en France et de 63 à 55,3 heures aux USA), dans le capitalisme décadent, celle-ci va connaître une stagnation, sinon un accroissement (sans parler des temps de transport qui augmentent de jour en jour). En Mai-Juin 1968, la classe ouvrière française devait reprendre la revendication qui soi-disant avait été obtenue en 1936: les 40 heures ! Les 40 heures de 1936 étaient 44,3 en 1949, 45,7 en 1962, 45,5 en 1967...! Après Grenelle, l'objectif "promis" par le gouvernement "prévoit" 44,5 heures en 1970... (L'Expansion.Oct.69.p.89).

On dit qu'il y a quand même eu les congés payés, la voiture, la télé... On en est même arrivé par ce leitmotiv à parler de disparition du prolétariat.

Mais ces "améliorations" n'ont été que l'adaptation des conditions de vie du prolétariat au "progrès" de l'exploitation capitaliste. La télévision est en fait devenue un "opium" qui remplace avantageusement la consolation de la religion et l'endoctrinement des sermons du Dimanche. Les congés payés sont -avec le rythme de vie et le travail moderne- aussi nécessaires que la nourriture ou le sommeil. L'automobile est, à l'heure des grandes villes et des immenses banlieues industrielles, un outil de travail.

Tout ce que l'on veut peindre comme un super-luxe, dépassant de loin le MINIMUM VITAL n'est en fait que le strict minimum de l'époque moderne. (1)

En outre, que représentent ces biens vis à vis de l'augmentation de la productivité qui a lieu parallèlement, sinon des miettes insignifiantes. La vérité est que, loin de recevoir une part plus grande de la valeur qu'il crée quotidiennement, le prolétariat s'est vu arracher une quantité chaque fois plus grande de surtravail.

Ainsi, plutôt que pour obtenir de NOUVEAUX AVANTAGES, les luttes ouvrières des dernières décades ont eu lieu la plupart du temps, pour EMPECHER DE NOUVELLES DETERIORATIONS des conditions générales de vie. Et elles ont cependant, à plus ou moins court terme, toujours abouti à des échecs.

C'est que "DANS LA PERIODE D'AGONIE DU CAPITALISME, NON SEULEMENT TOUTE "CONCESSION" NOUVELLE AU PROLETARIAT DEVIENT IMPOSSIBLE POUR LA CLASSE DOMINANTE, MAIS CELLE-CI EST OBLIGEE PAR LA CRISE ORGANIQUE DE SON ECONOMIE DE REPENDRE A LA CLASSE OUVRIERE TOUT CE QU'ELLE S'EST LAISSE ARRACHER PENDANT LA PERIODE PRECEDENTE" (Pierre Chaulieu in "Socialisme ou Barbarie" "Les Rapports de Production en Passie" N°2.p.33).

(1) Et bien souvent, pour obtenir ce minimum, il a fallu au lieu d'un salaire, deux; la femme devant aussi travailler pour subvenir aux besoins de la famille (avec un salaire d'ailleurs bien inférieur à celui de l'homme). L'écart entre salaires masculins et féminins tend même à s'accroître: ainsi, il est passé de 8,9% en Janvier 59 à 9,8% en Janvier 64 (Revue Française du Travail. 1964. p.50-51).

Dans le capitalisme décadent, la bourgeoisie est obligée d'extraire une quantité chaque fois plus grande de surtravail à la classe ouvrière pour affronter la concurrence mortelle à laquelle se livrent les différentes fractions du capital mondial, et pour faire face aux dépenses croissantes qu'impose le maintien en survie d'un système qui de plus en plus se heurte à ses contradictions.

Ainsi, l'immense augmentation de la productivité des travailleurs et le surcroît de plus-value qu'elle entraîne, servent à payer:

- le maintien de l'appareil bureaucratique et policier de l'Etat capitaliste, devenu monstrueux;
- les dépenses de l'économie de guerre (palliatif à la crise du système qui absorbe jusqu'à 50 % du Budget d'Etat dans des pays comme l'URSS ou les USA);
- les frais des subventions aux entreprises déficitaires, ou considérées importantes pour la concurrence internationale;
- les frais d'assainissement des marchés agricoles (aux USA, ils comprennent même des dépenses pour payer des agriculteurs de façon qu'ils ne produisent pas...)
- enfin, toutes les dépenses d'une GESTION d'autant plus coûteuse qu'elle a affaire à une économie devenue contradictoire et absurde: marketing, publicité, etc... (Développement vertigineux pendant ces dernières années du secteur dit "tertiaire", improductif).

Tous ces nouveaux frais, caractéristiques du capitalisme en déclin ne sont pas un luxe du système: ils sont au contraire la forme même de sa survie. C'est pourquoi la classe dominante reprend obligatoirement ce qu'elle s'est fait arracher à un moment donné sous la pression des luttes, dès que baisse la combativité des exploités.

L'expérience l'a démontré clairement: **DANS LE CAPITALISME DECADENT, LE REFORMISME EST DEVENU UNE UTOPIE.**

2 - L'accroissement et le renforcement du rôle de l'Etat dans la société.

Le second trait important de cette phase de décadence du capitalisme est le renforcement de l'Etat et de son rôle.

En même temps qu'un système entre en déclin, se développent dans la société les forces nécessaires pour le détruire et le dépasser. Cette décadence entraîne donc systématiquement un renforcement de l'appareil d'Etat, représentant suprême des intérêts du système, défenseur armé de l'ordre établi.

Ainsi, à l'égal de l'esclavagisme et du féodalisme, le capitalisme dans sa phase de déclin, a pris une forme de plus en plus étatique. Depuis que les premières crises et guerres mondiales ont montré les difficultés croissantes auxquelles doit faire face le système pour survivre, l'Etat s'est systématiquement développé comme organe économique, coordinateur et contrôleur direct de toutes les forces productives.

Depuis que les premières grandes révolutions ouvrières ont ouvert les perspectives socialistes, l'Etat a dû se renforcer en tant que force armée de la classe dominante.

L'impossibilité pour la classe dominante d'accorder des concessions au prolétariat s'est ainsi logiquement accompagnée du développement de son appareil d'oppression.

LES SYNDICATS DANS LA PERIODE DE DECLIN CAPITALISTE

La bourgeoisie reprend systématiquement ce qu'elle est parfois obligée d'"accorder", c'est-à-dire qu'il n'y a plus de concession réformiste VERITABLE possible: le prolétariat est donc réduit à PRENDRE ET IMPOSER PAR LA FORCE et de façon permanente l'exécution des revendications pour lesquelles il lutte.

Contrairement à ce qui se passait au XIX^e Siècle, aujourd'hui il n'y a plus de possibilité de compromis entre les besoins du PROLETARIAT et ceux de l'économie capitaliste. Une lutte pour de VERITABLES améliorations ne peut plus s'intégrer dans le cadre de la légalité bourgeoise. Si elle est poursuivie de façon conséquente, elle ne peut que se heurter à l'appareil de répression capitaliste et prendre un caractère de contestation révolutionnaire.

La période où le prolétariat parvenait à imposer la légalité permanente de ces luttes réformistes - parce que l'économie capitaliste pouvait s'en accommoder - s'achève avec les premières années de ce siècle.

Depuis lors, ou bien le prolétariat accepte d'en rester aux revendications de "prime pour le bleu de travail" et de voir ses conditions de vie devenir toujours plus inhumaines, ou bien, s'il recherche quelque amélioration véritable, il doit s'attaquer au pouvoir même de la classe dominante et à sa force armée: l'Etat.

Ainsi, la distinction entre PROGRAMME MINIMUM (Réformisme politique et économique) et PROGRAMME MAXIMUM (la Révolution) -valable dans la phase "ascendante" du capitalisme- perd tout son sens dans la décadence du capitalisme.

Or, la classe ouvrière n'a pas constitué des syndicats pour mettre en question le capitalisme mais pour défendre ses intérêts immédiats AU SEIN DU CAPITALISME. Le but des syndicats est la lutte pour un meilleur prix de vente de la force de travail et pour des améliorations des conditions de travail; ce sont des tâches qui, dans le capitalisme "ascendant" n'entraînaient pas la contestation du système lui-même.

Aussi, les syndicats ne constituent-ils pas des organisations de lutte révolutionnaire du prolétariat. Au contraire, leur existence est liée à celle du capitalisme.

Cela était normal et correspondait aux besoins du prolétariat tant que le réformisme était possible au sein de la société bourgeoise. Mais lorsqu'avec l'approche de la I^o Guerre Mondiale, la lutte pour des réformes tend à aboutir immédiatement à la contestation du système lui-même, il s'impose au prolétariat de nouvelles formes de lutte, comprenant l'action directe des masses, les grèves illégales, les occupations d'usines, etc...Mais il se heurte alors à la résistance des organisations syndicales et de leurs partis parlementaristes.

Voici, comme exemple, un extrait d'une résolution adoptée par une réunion, en 1906, du plus grand parti ouvrier de l'époque, la Social Démocratie Allemande (et qui aurait pu être signée aujourd'hui par le PCF ou la CGT):

"Dans sa conviction que le socialisme prospère beaucoup plus par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le bouleversement, la réunion REPOUSSE "L'ACTION DIRECTE EN MASSE" comme principe de tactique et S'EN TIENT AU PRINCIPE DE L'ACTION REFORMISTE PARLEMENTAIRE, c'est-à-dire souhaite que le parti s'efforce DESORMAIS COMME AUPARAVANT, de réaliser peu à peu nos buts par voie de législation et d'évolution organique". (...).

"Par cette raison, la réunion regarde comme un droit incontestable de la classe ouvrière d'aller, pour repousser des attentats contre ses droits légaux, aussi bien que pour conquérir de nouveaux droits, si tous les autres moyens font défaut, jusqu'à refuser le travail pour un temps plus ou moins long. Mais comme la grève politique en masse ne peut être menée victorieusement par la classe ouvrière que si elle se MAINTIENT DANS LES VOIES STRICTEMENT LEGALES et n'offre, du côté des grévistes, aucune occasion de faire intervenir la force armée, la réunion voit la seule préparation nécessaire et efficace à l'emploi de ce moyen de lutte dans l'extension de l'organisation politique, syndicale et coopérative". (1).

Ce rattachement des syndicats à la légalité et cette opposition aux mouvements radicaux de la classe n'ont pu que se développer au fur et à mesure de la décadence du capitalisme.

Un facteur, lié à la forme même de l'organisation syndicale, a joué un rôle fondamental dans ce processus d'intégration dès le début des syndicats. C'est leur bureaucratisation inévitable.

En effet, pour qu'une organisation soit véritablement démocratique, c'est-à-dire pour que son fonctionnement soit le résultat de la collaboration libre et égale de tous ses membres, il faut D'ABORD ET AVANT TOUT, que ceux-ci soient profondément intéressés à son activité. Si le désintéressement gagne l'ensemble de ses membres, il n'y a plus de possibilité de véritable collaboration, ni démocratie. Ceux des membres qui continueraient de s'agiter pour maintenir un semblant de vie ne peuvent que devenir les chefs bureaucrates d'une masse plongée dans l'indifférence et la routine.

Or, les syndicats sont par définition des organisations de MASSE et PERMANENTES. Les syndicats existent aussi bien aux moments de lutte qu'aux moments de calme social. Lorsque le syndicat naît sous le feu de la lutte, il est l'association libre d'un certain nombre de travailleurs pour la défense de leurs intérêts. Mais dès que la lutte cesse, obligatoirement un désintéressement croissant gagne ses membres, créant le fondement même d'une structuration bureaucratique. Lorsque la lutte reprendra de nouveau, les ouvriers se trouveront alors face à une organisation hiérarchisée et qui tendra à faire d'eux des exécutants passifs de la DIRECTION.

(1) Cité par Rosa Luxembourgl dans "Grève de Masses, Partis et Syndicats", P.76, Ed.Maspéro).

Cette inévitable bureaucratisation des syndicats engendre toute une couche de "spécialistes", professionnels ou non, qui se trouve rapidement isolée de la base et qui parvient facilement à mépriser plus ou moins consciemment cette masse dont ils finissent par se considérer comme les seuls éléments combattifs.

Occupés à renforcer "leur" organisation, et à traiter en permanence de réformes avec le patronat et les gouvernements (si ce n'est avec les partis parlementaires), ces bureaucrates se lient d'autant plus à la légalité bourgeoise et à l'Etat capitaliste lui-même que la base n'a plus aucune emprise sur eux.

Aussi, lorsqu'une lutte ouvrière prend une forme violente, elle se heurte systématiquement aux dirigeants syndicaux et à l'organisation qui leur est soumise. Si cette lutte tend à dépasser le cadre de la légalité, si elle prend un caractère de contestation révolutionnaire, les syndicats deviennent alors ouvertement des organisations CONTRE-REVOLUTIONNAIRES. Ainsi, par exemple, l'opposition des syndicats sociaux démocrates allemands à l'"action directe en masse" dont on a vu un extrait de 1906, aboutit logiquement en 1919 à leur participation ouverte à l'écrasement sanglant de la Révolution Proletarienne Allemande.

Dans le capitalisme décadent, nous l'avons vu, la lutte pour des réformes aboutit obligatoirement -si elle est conséquente- à la mise en question du système lui-même. Les syndicats de notre époque, loin de rester des moyens de lutte de classe, sont devenus des obstacles permanents -sinon une force de répression supplémentaire- aux luttes de la classe ouvrière. C'est ce qui explique que, dès le début du siècle, dans les principaux pays industrialisés, et en particulier en Angleterre, en Allemagne et aux Etats-Unis, le prolétariat cherche à organiser ses luttes en dehors des syndicats.

Ainsi apparaissent les grèves sauvages, déclenchées et organisées sans demander l'avis des syndicats et même parfois contre eux (1).

(1) Des mouvements comme les "Rank and File" en Angleterre, ou le "KAPD" et l'"Union Ouvrière" en Allemagne expriment ce courant.

Peut-être dira-t-on: cela ne se produirait pas si les syndicats se donnaient des buts révolutionnaires ou s'ils avaient de bons chefs...

1 - Le syndicalisme révolutionnaire.

En réaction à la dégénérescence des syndicats et des partis socialistes, dès la fin du siècle, a surgi l'idée de syndicats se donnant des buts révolutionnaires.

Mais la tâche originale des syndicats est de regrouper l'ensemble des ouvriers, pour la défense de leurs intérêts immédiats. Pour être membre du syndicat, il devrait donc suffire d'être travailleur et disposé à lutter pour la défense de ses intérêts. Le syndicat ne peut mener à bout sa tâche de regroupement général dans la mesure où il n'exige pas de ses membres des convictions religieuses ou politiques. Dans le cas contraire, il se donne les tâches d'une organisation politique, d'un parti, et ne peut regrouper que des minorités; ne remplissant pas sa véritable fonction.

Le syndicalisme révolutionnaire "présuppose chez l'ouvrier une mentalité révolutionnaire qui ne peut être que le RESULTAT final d'une longue pratique. Les syndicats demeurent de petits groupes d'ouvriers aux sentiments révolutionnaires, dont l'ardeur ne saurait remédier à la faiblesse de l'organisation (...). Voulant assumer une autre fonction que la sienne, le syndicat se trouve dans l'incapacité de remplir sa fonction propre, l'amélioration des conditions de travail. Ce qui lui incombe, organiser les masses, il ne le fait pas, et ce qu'il entreprend, l'éducation révolutionnaire, il le fait de travers" (Pannekoek) (1).

Certains syndicalistes révolutionnaires préconisent la forme syndicale comme organisation pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Or, l'expérience a montré que seuls les Conseils Ouvriers permettent à la classe d'exercer démocratiquement et effectivement son pouvoir.

Ainsi, le syndicalisme révolutionnaire français, particulièrement fort avant la I^o Guerre Mondiale resta-t-il rapidement au niveau de simples vœux pieux: les centrales syndicales révolutionnaires (la CGT à l'époque) dégénèrent comme les autres et comme elles participèrent à la guerre impérialiste à côté de leur bourgeoisie, les tendances qui s'opposèrent à la guerre sont demeurées quelques minorités insignifiantes vite oubliées.

(1) Dans "Pannekoek et les Conseils Ouvriers", Ed.EDI, pp.83-84.

Quant à la CNT espagnole, elle fut amenée à jouer pendant la guerre d'Espagne, le rôle d'un parti politique de masse. Et, tout en se défendant de "faire de la politique", elle dut comme telle conclure le "Front Populaire" avec les staliniens et la bourgeoisie républicaine puis participer au gouvernement même de la république (1).

Tenter de faire revivre révolutionnairement une forme d'organisation qui ne correspond plus aux besoins de la lutte, mène à lui conférer obligatoirement des tâches pour laquelle elle n'a pas été conçue; et cela ne peut aboutir qu'à freiner la bonne exécution de ces dernières, empêchant la constitution des véritables formes d'organisations qui lui correspondent.

2 - Changer les chefs.

On a souvent dit que la cause du passage des syndicats du côté de la classe dominante, était le fait qu'ils avaient de mauvais chefs. Il s'agirait, par conséquent, de lutter pour mettre de "bons chefs révolutionnaires" à la place des bureaucrates. C'est là une idée chère aux "trotskystes" et "léninistes" qui aiment à parler de "reconquête des syndicats".

D'abord, l'expérience a montré maintes fois que la tâche de reconquête de la direction des syndicats bureaucratisés est pour ainsi dire impossible. De telles organisations se donnent toujours les statuts et tous les moyens pour parer à ce genre d'opération. On a encore vu récemment la réaction de la CGT face aux tentatives de noyautage du syndicat faites par les groupes trotskystes français.

Le problème des syndicats n'est pas une affaire de bons ou mauvais chefs. Ce n'est pas un hasard si, depuis plus de 50 ans, les syndicats ont toujours eu de "mauvais dirigeants".

Ce n'est pas parce que les chefs sont mauvais que les syndicats ne se prêtent pas aux véritables luttes de la classe ouvrière; c'est au contraire parce que les syndicats comme organisations ne peuvent plus servir à la lutte prolétarienne que leurs chefs sont inévitablement mauvais.

(1) Nous étudierons dans le N°4 la CNT et le problème de l'anarcho-syndicalisme.

Comme le faisait remarquer Pannekoek, "ce que Marx et Lénine ont dit et redit de l'Etat, à savoir que son mode de fonctionnement, malgré l'existence d'une démocratie formelle, ne permet pas de l'utiliser comme instrument de la révolution prolétarienne, s'applique donc également aux syndicats. Leur puissance contre-révolutionnaire ne sera pas anéantie, pas même entamée, par un changement de dirigeants, le remplacement des chefs réactionnaires par des hommes de "gauche" ou des "révolutionnaires". C'est bel et bien la forme d'organisation elle-même qui réduit les masses à l'impuissance ou tout comme et qui leur interdit d'en faire l'instrument de leur volonté".

A l'époque actuelle, lorsque le prolétariat s'engage véritablement dans une lutte, il ne s'attache pas à changer les chefs des centrales syndicales, ni même à former de nouveaux syndicats: tout au contraire, il se donne de nouvelles formes d'organisation -correspondant aux nouvelles formes de lutte- en dehors des syndicats.

LES SYNDICATS ONT-ILS UNE DOUBLE FONCTION DANS LE CAPITALISME DECADENT ?

On a souvent dit -en particulier en Mai 68, lorsqu'on voyait les syndicats "trahir" le mouvement- que les syndicats avaient une double fonction à l'époque actuelle: en temps "calme", lorsqu'il n'y a pas de luttes importantes, les syndicats défendraient la classe ouvrière face au patronat; en temps d'effervescence sociale, ils défendraient le patronat contre la classe ouvrière. C'est aussi la position du groupe Pouvoir Ouvrier qui spécifie dans sa plateforme politique: "A l'étape présente, dans la plupart des pays capitalistes, les syndicats exercent objectivement une double fonction:

- défendre contre le patronat les intérêts immédiats des salariés,
- défendre la société capitaliste, dont ils acceptent les bases, contre tout mouvement des travailleurs qui pourrait la mettre en difficulté" (P.O. N°90, Mai 68).

Cette pensée ne dépasse pas la profondeur de celle selon laquelle le corps des CRS défend les intérêts du travailleur lorsqu'il le sauve de la noyade sur la plage et qu'il ne les défend plus lorsqu'il le matraque lors d'une grève, servant alors le patronat.

Premièrement, rien n'est plus absurde que de prétendre que dans une société divisée en classes antagonistes et dont les intérêts sont chaque jour plus opposés, une organisation qui est aussi imbriquée dans la lutte de classes que les syndicats, puisse passer du service d'une des classes à celui de l'autre, puis de nouveau servir la première, etc... selon les circonstances et de plus sans subir la moindre transformation ni dans ses structures, ni dans sa direction.

Deuxièmement, on ne détermine pas la nature de classe d'une organisation par son attitude aux moments de "calme social", lorsque le prolétariat passif reste soumis au pouvoir de la bourgeoisie, et sur le plan économique et sur le plan idéologique. Si l'on veut déterminer la nature de classe d'une organisation, c'est au moment où les classes s'affrontent ouvertement qu'il faut le faire. Alors les masques commencent à tomber; les contradictions de classe apparaissent nettement.

Si l'on veut avoir une idée réelle du rôle social du corps des CRS dans la lutte des classes, on ne fonde pas le jugement sur leur fonction au bord des plages en été, ou sur les routes, mais bien sur celle qu'ils ont lorsque la lutte des classes éclate au grand jour.

La fonction des syndicats est CLAIRE lorsqu'on les voit, aux moments comme Mai-Juin 1968, empêcher les contacts entre ouvriers de différentes usines, ou entre ouvriers et étudiants, falsifier les revendications des travailleurs, utiliser le mensonge et la calomnie pour faire reprendre le travail, en un mot, lorsqu'ils jouent le rôle de force de répression contre les luttes des travailleurs.

Cependant, on sait que les syndicats sont OFFICIELLEMENT les "organisations représentatives de la classe ouvrière", que c'est eux qui sont chargés de défendre les intérêts des travailleurs aux Comités d'Entreprises, ainsi que dans les organisations économiques gouvernementales. On sait aussi que, par temps calme, ils organisent des "journées d'action" et que lorsque la base bouge, ils organisent des grèves (même si elles ne sont que de 24 heures) et qu'ils parviennent même à formuler des revendications. De même, il est vrai que dans certains pays, ou dans certaines usines en France, il vaut mieux être syndiqué pour assurer son emploi ou obtenir certains avantages.

Mais faut-il en déduire alors que les syndicats sont au service de la classe ouvrière ?

Non. Cette seconde "fonction" des syndicats n'est en fait qu'un aspect de la première.

D'une part, si aux occasions comme Mai-Juin 1968, les syndicats peuvent agir comme ils l'ont fait sans provoquer immédiatement une révolte généralisée des ouvriers contre eux, c'est entre autre parce qu'ils ont, pendant la "période tranquille" entretenu soigneusement le mythe du Syndicat, représentant unique et légitime des travailleurs; et ceci à l'aide de tous les gouvernements. Les petites grèves, les revendications pour des vestiaires plus propres, ou pour des primes de bleu de travail, les "journées d'action", etc... sont le moyen pour donner "l'autorité" aux syndicats d'ordonner la reprise du travail le jour des véritables luttes.

De même que les CRS doivent sauver des noyés ou maintenir l'ordre sur les routes pour justifier leur existence et agir les jours de répression au nom de l'intérêt de "tous", de même les syndicats doivent remplir ces tâches de "petites revendications" pour pouvoir assurer les jours de lutte leur fonction d'encadrement et de répression "au nom de la classe ouvrière". En ce sens, déjà, ce ne sont donc pas là deux fonctions de nature différente, ce sont deux moments d'une même fonction.

D'autre part, ces tâches dont sont chargés les syndicats, correspondent à des besoins précis du capitalisme décadent. En effet, considérons le cas des pays où les syndicats sont partie intégrante de l'Etat, au même titre que le ministère de l'Education ou les forces de police. C'est ce qui se produit dans les pays fascistes (Espagne, Portugal par exemple) ou dans les pays de capitalisme d'Etat, prétendus "socialistes" (URSS, Chine, Pays de l'Est, etc...). Si dans ces pays -où même la grève est interdite dans les faits- il existe des syndicats, c'est parce qu'ils correspondent à un besoin réel de l'Etat capitaliste. En effet, ils remplissent une fonction devenue vitale pour le capitalisme décadent: l'encadrement de la classe ouvrière.

Il faut à l'Etat un encadrement efficace de la classe ouvrière:

- 1 - pour pouvoir manier la principale force productive (la force de travail) selon les besoins du capital national (planification et participation);
- 2 - pour permettre le jeu des lois économiques capitalistes au niveau du marché de la force de travail et éviter même des abus de capitalistes privés ou de gérants locaux qui risqueraient de provoquer des baisses de productivité ou des épuisements néfastes pour l'économie nationale;
- 3 - enfin, pour encadrer et briser toute tentative sérieuse de rébellion ouvrière. (voir (1) p.18).

Personne ne s'aviserait de dire que les syndicats fascistes espagnols sont des organes de la classe ouvrière ou que les syndicats russes défendent les travailleurs contre leur patron, l'Etat; les syndicats n'étant qu'un outil de celui-ci.

Lorsque les syndicats des pays occidentaux participent aux organismes économiques gouvernementaux (en France, le Conseil du Plan, le Conseil Economique et Social, etc...), lorsqu'ils font partie des comités d'entreprises, lorsqu'ils concluent des conventions collectives, lorsqu'ils participent à la gestion d'entreprises nationalisées, quand ils constituent cet "interlocuteur valable" dont a besoin l'Etat; lorsque ces syndicats dénoncent quelque abus trop criant commis par un patron ou un gérant, ou bien lorsqu'ils brisent systématiquement tout mouvement important de grève: ils ne font que remplir les mêmes tâches que les syndicats russes ou fascistes. Ce ne sont pas là des fonctions de service de la classe ouvrière. Ce sont au contraire des fonctions correspondant au besoin du capital. C'est pourquoi, aussi bien dans les régimes totalitaires que dans les régimes libéraux, les gouvernements subventionnent ou créent des syndicats, pour "représenter la classe ouvrière".

Ce qui différencie les syndicats des régimes libéraux de ceux des autres pays, c'est le fait que leur intégration à l'Etat est faite au travers des partis politiques. De là découlent un certain nombre de conséquences qui souvent masquent facilement leur véritable rôle.

En effet, il suffit que le parti ou le courant politique qui domine un syndicat soit en opposition au gouvernement en place, pour qu'il donne aux luttes ouvrières dont il se sert, un caractère plus "dur", selon ses besoins.

 (1) "Le X^e Congrès des syndicats soviétiques (1949) a défini les buts du syndicat dans l'ordre suivant:

1 - organiser l'émulation socialiste pour assurer l'exécution et le dépassement des plans de production, l'accroissement de la productivité, LA REDUCTION DES PRIX DE REVIENT (!);

(...) 5 - veiller au respect de la législation du travail et de la sécurité (...)"

En Chine: "... le Comité Exécutif de la CGT réuni le 10 Juillet 1953 prescrit à "tous les échelons syndicaux de considérer le renforcement de la discipline du travail comme leur devoir primordial et permanent". Si les résultats de cette campagne sont insuffisants, il faudra "punir d'une manière appropriée les éléments récalcitrants qui commettent constamment des infractions graves contre la discipline du travail".

("Le syndicalisme dans le Monde". Georges Lefranc. Que Sais-Je? pp.102
107)

Un syndicat peut même provoquer des mouvements importants pour des raisons strictement politiques lui convenant: ce fut par exemple le cas des grèves lancées par la C.G.T. en 1947 après l'exclusion du Parti Communiste du gouvernement et des manifestations organisées par la C.G.T. et le P.C. en 1953 lors de la venue du général Ridgeway à Paris.

Souvent, les courants dominants les syndicats sont partisans des régimes bureaucratiques capitalistes d'Etat. Ils préconisent par conséquent les nationalisations (C.F.D.T., C.G.T. en France; voir la position de la C.G.T. sur Citroen lors des accords de Fiat).

Cela explique la crainte de certaines grandes entreprises privées de voir de tels syndicats s'installer chez elles. (Voir l'exemple de Citroen en France, ou de Fiat en Italie; Agnelli, président de la Fiat, le plus grand patron d'Europe, devait regretter, lorsqu'il a vu pendant tout l'été les grèves sauvages envahir ses usines, la lutte qu'il avait entreprise contre les centrales représentatives /cf. le Nouvel Observateur, 10.11.69 pagel9/).

Ce rattachement à des partis d'opposition peut ainsi donner aux syndicats une apparence de combativité ouvrière; mais en fait il suffit de connaître leur attitude lorsque LEUR parti est au pouvoir (P.C.F. en France après la II^e Guerre, Labour Party en Angleterre actuellement), ou d'assister aux manipulations politiques auxquelles ils se livrent au sein des lieux de travail dans leur course aux adhérents, pour comprendre qu'il ne s'agit pas là de défendre des intérêts ouvriers mais de ceux de leur organisation politique. Le délégué syndical - aussi dévoué soit-il - est vite entraîné à devenir consciemment ou inconsciemment, non plus le représentant des intérêts des travailleurs mais un instrument de sa centrale (1).

Il n'y a donc pas une "double nature" des syndicats se traduisant par des fonctions ouvrières et des fonctions capitalistes alternativement. Il s'agit seulement de deux aspects d'une même et unique fonction capitaliste: encadrer la classe ouvrière au sein et au service du système.

(1) Au Congrès de 1946, la majorité communiste de la C.G.T. fit voter un texte déclarant: "La C.G.T. appelle les travailleurs à soutenir un effort de travail nécessaire pour atteindre une production maximum... Un salaire plus élevé doit être atteint comme fruit de ces efforts et de ce travail" ("Le Syndicalisme en France" G. Lefranc. Que-Sais-je? page 100)

QUE FAUT-IL FAIRE AUJOURD'HUI?

Les syndicats étant devenus à notre époque des appareils intégrés -directement ou indirectement - à l'Etat capitaliste, la lutte de la classe ouvrière ne pourra se développer qu'en dehors et contre ces organisations.

-Mais, quelles formes d'organisation doivent alors se donner les travailleurs pour mener ces luttes?

-Comment briser l'inertie qui pousse à rester dans le carcan syndical?

-Quel est le rôle des révolutionnaires dans ce processus?

1. La forme d'organisation

L'expérience des plus grandes luttes du prolétariat en dehors des syndicats a montré que la forme d'organisation est celle des Comités d'Usine, ou des Comités de Grève élus et révocables:

-toutes les décisions concernant la marche de la lutte sont prises par les assemblées de travailleurs

-les tâches de coordination sont assurées par un comité de grève (ou comité d'usine) formé de délégués élus en assemblées et responsables à tout moment devant elles.

Cette forme d'organisation, particulièrement simple, est en effet la seule qui permet une véritable participation de tous les travailleurs au combat: elle fait de celui-ci l'affaire propre des travailleurs et non plus des centrales syndicales; elle permet L'UNITE et la COHERENCE effectives que les divisions syndicales empêchent systématiquement.

Mais cette organisation ne correspond pas seulement à un souci de démocratie. Elle est déjà, en elle-même, une préfiguration des CONSEILS OUVRIERS, organisations que se donne la classe pour prendre définitivement le pouvoir dans la société. C'est que - comme nous l'avons vu - à l'époque de la décadence capitaliste la lutte contre de nouvelles détériorations des conditions de la vie mène immédiatement à la mise en question du pouvoir même de la classe dominante par l'imposition d'un embryon de pouvoir ouvrier.

Si la bourgeoisie, enchaînée à ses contradictions économiques ne peut plus rien accorder, c'est au prolétariat d'imposer par la force sur le lieu de travail les améliorations qu'il recherche. On ne peut plus DEMANDER, il ne reste qu'à PRENDRE.

L'exemple des luttes au sujet des cadences à la PIRELLI de Milan en fin 1968, illustre particulièrement bien cet état de choses;. Voici l'extrait d'un tract publié par "Le Comité de Base" au moment des dernières transactions:

"Nous ne reprenons plus suivant les cadences fixées par le patron mais NOUS DECIDONS NOUS-MEMES COMBIEN DE TEMPS TRAVAILLER, aujourd'hui pour pouvoir arriver à 60 ans encore sains. Car, en outre lorsque nous avons le dos brisé, la direction nous remercie et nous met à balayer en diminuant le salaire et diminuant donc la retraite et l'indemnité de licenciement.

... Nous devons tous connaître la décision prise par l'atelier 8661 qui s'est tout de suite arrêté au moment où un assistant imposait à un travailleur le retour aux anciennes cadences. Nous aussi, sur chaque fait important, sur tout problème qui se présente dans les ateliers, nous devons immédiatement suspendre le travail et NOUS REUNIR EN ASSEMBLEE (sans attendre qu'on fasse une loi pour nous le permettre, nous l'avons déjà conquis ce droit) et DECIDER TOUS ENSEMBLE comment affronter la question. Les conditions de travail peuvent changer si nous les faisons changer nous mêmes."

(Cité par I.C.O. n°78, Février 1969)

Toute lutte conséquente mène à poser le problème du pouvoir au sein de l'usine. Il est donc normal et fondamental, que la forme d'organisation des luttes prenne déjà les traits essentiels des organisations pour la prise totale du pouvoir. Et seule une telle forme d'organisation peut donner un sens à ces luttes.

2. Briser le carcan syndical

Cependant le processus qui mène à ces formes de lutte va se heurter à une série d'obstacles qui tendent à maintenir le mouvement sous le contrôle des organisations syndicales.

Ainsi il y a d'abord une question "d'habitude". Depuis des années, la classe ouvrière bercée dans le mythe des syndicats "organisations représentatives des intérêts ouvriers", laisse systématiquement la conduite de la lutte et son organisation aux mains des centrales syndicales et leurs bonzes. Aussi, l'idée de s'organiser sans eux, semble souvent pur aventurisme, extravagance utopique.

Cette "habitude" ne pourra être brisée véritablement qu'à mesure que le besoin de la lutte sera suffisamment fort pour ne laisser aux travailleurs d'autre alternative que de prendre eux mêmes leurs affaires en main.

Mais il est fondamental que l'idée de ces nouvelles formes de lutte se répande; que les expériences des grèves sauvages des ouvriers italiens, anglais, américains etc. soient connues de tous; que l'on sache comme une banalité qu'il existe des formes de lutte et d'organisation autres que celles des syndicats, quelles ont fait leurs preuves et quelles se développent partout dans le monde.

S'opposer aux syndicats apparaît trop souvent à certains travailleurs comme "s'isoler du mouvement ouvrier général". Il est indispensable de montrer que ce sont au contraire les organisations syndicales qui sont appelées à être de plus en plus isolées des véritables luttes du mouvement ouvrier.

Pour tout cela, un travail systématique de 1) dénonciation des centrales syndicales 2) de popularisation des luttes "sauvages" menant à l'autonomisation croissante de la classe ouvrière, doit être fait au niveau de l'usine.

Pour cette tâche, les noyaux de travailleurs disposés à faire ce travail au sein des entreprises, apparaît comme le moyen le plus naturel et le plus efficace. "Comités de base", "commissions ouvrières", "comités d'action", quelque soit leur nom, ces noyaux minoritaires ne sont pas des instruments de quelque parti ou tendance politique. Ils regroupent en leur sein des ouvriers de différentes tendances politiques, ou d'aucune tendance ou groupe précis, pourvus qu'ils soient d'accord sur la nécessité de développer les formes d'organisation et de lutte AUTONOMES de la classe ouvrière.

Ces noyaux qu'on a vu apparaître dans la plupart des pays où des grèves sauvages se développent, peuvent ainsi constituer des organes particulièrement efficaces pour le développement de l'auto-organisation des travailleurs.

D'autres facteurs empêchent aussi certains ouvriers de dépasser le cadre syndical au moment de la lutte: ainsi le besoin d'une coordination avec d'autres centres en lutte ou le fait que le patronat n'accepte de discuter qu'avec les délégués syndicaux.

La coordination: les centrales syndicales étant normalement le seul lien existant entre les travailleurs de différentes entreprises, la rupture avec elles peut faire craindre à l'isolement de la lutte. En fait, l'expérience a montré que les syndicats utilisent systématiquement leur "pouvoir de coordination" pour isoler et diviser les luttes. La tactique consistant à annoncer faussement dans une usine en grève que les autres ont repris afin de faire cesser la grève, est devenue classique (en Juin 1968 elle fut entre autres, appliquée systématiquement à la R.A.T.P.). Il est donc fondamental

de développer tous les liens possibles entre les différents comités de base et surtout d'assurer le jour de la lutte des liaisons efficaces par délégués mandatés directement.

Quant au problème posé par le fait que le patron n'accepte de discuter qu'avec les syndicats, seule la combativité et la détermination des travailleurs peut le résoudre; par l'épreuve de force seule, les travailleurs peuvent imposer leurs propres délégués et donc leur volonté directe.

3. Quel est le rôle des révolutionnaires dans ce processus de luttes?

La tâche fondamentale des révolutionnaires est évidemment celle de diffuser les expériences ouvrières dans leurs luttes autonomes et de populariser les formes de lutte accélérant le processus d'autonomisation de la classe par rapport aux partis et aux centrales syndicales.

Pour cela, outre les publications, les inscriptions etc... le moyen fondamental reste la formation de noyaux (comités de base) au sein de l'usine. Les révolutionnaires peuvent contribuer à leur formation, à leur existence et aider à la création de contacts et de liaisons solides et DIRECTES entre les différents comités.

Ce n'est pas le rôle des organisations révolutionnaires que d'inventer des revendications pour la lutte... même des "non intégrables" -aujourd'hui toute revendication véritable est obligatoirement "non intégrable". C'est l'ensemble des travailleurs en grève qui doit définir les buts immédiats de la lutte.

Les révolutionnaires n'ont pas à mentir. Ils doivent combattre les illusions sur d'éventuelles réformes légales et montrer que seul ce qui est arraché et CONSERVE par la force, peut rester acquis.

Il ne s'agit pas de "négliger" telle ou telle lutte revendicative parce qu'elle n'est pas immédiatement révolutionnaire ou parce que "la classe dominante ne peut pas l'accorder"; il s'agit au contraire de montrer clairement quelles sont les seules formes de lutte efficaces et combien de tels combats ne peuvent qu'aboutir qu'à la révolution totale et l'instauration définitive du pouvoir des travailleurs.

-Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires?

On a souvent confondu le problème de la nature de classe des syndicats avec celui de l'action des révolutionnaires dans les syndicats réactionnaires.

Cela est particulièrement le fait de ceux pour qui les syndicats "ne sont qu'une forme d'organisation" à laquelle il suffirait quelques "bons chefs" pour que ~~elle~~ passe du côté de la révolution. Nous avons déjà vu pourquoi cette vue est totalement fausse.

Mais, on a aussi donné comme argument:

1° Le fait que les ouvriers sont DANS LES SYNDICATS et qu'il faut militer là où sont les ouvriers.

"... Pour savoir aider "la masse" et gagner sa sympathie, son adhésion et son appui il ne faut pas craindre les difficultés, les chicanes, les pièges, les outrages, les persécutions de la part des "chefs" (qui opportunistes et social-chauvins, sont dans la plupart des cas liés -directement ou indirectement - à la bourgeoisie et à la police) et TRAVAILLER absolument LA OU EST LA MASSE ". (1)

2° Il ne s'agit pas d'appeler les ouvriers à se donner de nouvelles formes d'organisation "toutes propres" et "inventés" par les révolutionnaires.

A propos du premier argument de Lénine ("il faut être là où est la masse") constatons que:

1. Les masses ouvrières ne sont pas dans les syndicats (plus de 80% des ouvriers ne sont pas syndiqués en France). En outre, contrairement à ce qu'on prétend, ceux qui sont syndiqués ne sont pas obligatoirement les plus combattifs: l'expérience montre qu'au moment des luttes ce sont souvent des éléments "non syndiqués" (ou ne remplissant aucune fonction syndicale) qui sont à l'avant-garde. D'autre part, dans la majorité des cas, l'ouvrier est syndiqué pour des questions de relative commodité de la même façon qu'il accepte les services de l'assistante sociale.

2. Les ouvriers syndiqués ne sont pas dans un local fermé; il n'y a pas besoin d'être syndiqué pour les voir. A la rigueur on peut dire qu'en étant délégué syndical on a droit à des heures libres et à la possibilité de circuler dans différents ateliers et donc plus de facilité pour contacter des travailleurs.

 (1) LENINE : "La Maladie Infantile du Communisme" Oeuvres choisies
 Tome III page 442 Ed. de Moscou.

Mais alors un choix s'impose:

-ou bien se taire et ne pas sortir du cadre des idées du syndicat (afin de ne pas être exclus) ; et alors, non seulement ce travail n'a aucun intérêt mais en outre il place le révolutionnaire dans la situation de collaborateur des organisations qu'il estime contre-révolutionnaires.

-ou bien, refusant de se taire il exprime ses opinions ouvertement et alors il se trouve vite exclus du syndicat, et celui-ci ne lui sert plus comme lieu d'agitation. Dans certains cas, cette dernière attitude peut présenter un intérêt comme moyen de dénoncer les syndicats, mais il ne s'agit plus là de ce qui est préconisé par Lénine:

"... Il faut (...) consentir tous les sacrifices, user même -en cas de nécessité- de tous les stratagèmes, de toutes les astuces, recourir aux expédients, taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener coûte que coûte l'action communiste"
(idem page 444)

Quant au deuxième argument de Lénine (il ne s'agit pas d'appeler les ouvriers à se donner des nouvelles formes d'organisation "toutes propres" et "inventées" par les révolutionnaires) nous nous contenterons de reprendre l'argumentation de Corter dans sa "Réponse à Lénine" (1) : Les nouvelles formes d'organisation: (comités d'usine, élus) qui ont surgi en Grande Bretagne et en Allemagne, n'ont pas été créés "d'en haut"; elles sont au contraire nées d'un mouvement spontané de la base. Et cela parce qu'elles correspondaient à un besoin concret de la lutte.

Dans la phase de renouveau du mouvement ouvrier que le monde connaît à l'heure actuelle, la multiplication des grèves sauvages et la réapparition des formes d'auto organisation de la classe apporte une réponse claire et définitive à ces problèmes .

°
°

(1) "Réponse à Lénine" sur la "Maladie Infantile du Communisme" "
(en vente à la librairie "La Vieille Taupe" 1, Rue des
Fossés Saint Jacques, Paris 5)

En traitant de l'organisation dans la lutte de la classe ouvrière, nous distinguerons deux problèmes:

- celui de l'organisation générale de la classe, c'est-à-dire de l'organisation de tous ses membres en vue d'une action commune,
- celui de l'organisation et de l'action d'une partie des éléments de la classe, les minorités révolutionnaires.

LUTTES ET ORGANISATIONS DE CLASSE (1)

I

Aucune lutte sociale efficace n'est concevable sans que la couche ou la classe sociale intéressée à cette lutte ne soit parvenue à se donner une forme d'organisation qui lui permette de mener à bien cette lutte. Cela est déjà vrai pour des luttes de couches telles que la paysannerie qui ne portent pas en elles une solution à l'échelle de l'histoire et l'est d'autant plus pour les classes appelées à transformer la société et à instaurer une société sur des bases nouvelles, comme l'était la bourgeoisie autrefois et comme l'est le prolétariat aujourd'hui.

II

L'AMPLEUR DE L'ORGANISATION comme sa STRUCTURE CORRESPONDENT NECESSAIREMENT dans la période décisive de la lutte à la nature historique et aux OBJECTIFS GLOBAUX que la classe en question se propose et est appelée à réaliser.

III

Toutes les classes qui ont joué un rôle révolutionnaire de transformation sociale dans l'histoire ont fondé leur pouvoir

(1) Les deux premières parties de cet article ont été présentées par "Révolution Internationale" lors de la rencontre nationale organisée par "Informations Correspondances Ouvrières" en Juin 1969. La troisième partie a été ajoutée ultérieurement après qu'un certain nombre de remarques nous aient été adressées.

économique au sein de l'ancienne société; ce pouvoir servait de base et de garant à leur triomphe contre les anciennes classes dominantes.

Rien de pareil pour ce qui est du prolétariat, qui est l'unique classe révolutionnaire qui ne peut fonder sa lutte sur un pouvoir économique préalable. L'unique force matérielle de sa lutte est son organisation. C'est pourquoi, la question de l'organisation est pour le prolétariat à l'encontre des autres classes, une condition décisive et fondamentale de sa lutte. Sa capacité de s'organiser est la mesure de son passage d'une classe en soi en une classe pour soi, passage d'une simple catégorie économique au sein de la production capitaliste, en une classe historique.

IV

Avec Marx, nous considérons l'organisation autonome du prolétariat comme la principale acquisition de toutes les luttes ouvrières au sein du capitalisme puisqu'elle est un aspect, un moment inséparable du processus de la prise de conscience de sa finalité et de la capacité de sa réalisation.

V

Le type d'organisation que la classe ouvrière se donne au cours de l'histoire, est nécessairement lié aux différentes étapes que traverse le capitalisme lui-même, et varie selon les objectifs que ces étapes suscitent et imposent à la lutte de classe du prolétariat.

Ainsi, l'organisation en syndicats et partis ouvriers parlementaires, correspondait à l'étape du capitalisme s'épanouissant du XIX^e Siècle au début du XX^e, quand la lutte du prolétariat se déroulait sur la base de la défense et de l'aménagement de la condition ouvrière à l'intérieur du capitalisme et que le socialisme restait un idéal lointain. Les organisations ne regroupaient alors qu'une fraction plus ou moins grande de la classe ouvrière car, pour atteindre ces objectifs limités, la pression et l'action d'une minorité organisée suffisaient. Les conditions mêmes de cette lutte réformiste ne remettant pas en cause les fondements de la société capitaliste, permettaient une séparation entre l'action portant sur des objectifs économiques dévolue aux syndicats, et celle portant sur des objectifs politiques, relevant des partis ouvriers parlementaires, de même qu'elles permettaient que ces organisations de masse se maintiennent de façon permanente.

Tout autre est le caractère de la lutte dans la période actuelle de déclin du capitalisme. La défense de la condition ouvrière se lie et débouche directement sur la crise générale de la société: l'aménagement et les réformes cèdent devant l'impératif de la nécessité de la transformation totale de l'ordre social; l'absence de réformes durables possibles tout ceci rend caduques les anciens types d'organisation et les transforme en forces conservatrices du régime actuel.

Il s'impose donc la nécessité d'une organisation d'un type nouveau, susceptible d'unifier et d'englober tous les ouvriers appelés à prendre directement en charge les destinées de leur lutte et l'ensemble de la société. Ce nouveau type d'organisation est celui des Conseils Ouvriers, dont les comités de grève élus pour la durée de celle-ci et révocables à tout moment ne sont que la préfiguration tant que la lutte reste limitée.

VI

L'inéluctable bureaucratisation des anciennes organisations devenues depuis longtemps des rouages de la société capitaliste a suscité une répulsion croissante amplement justifiée contre toute tendance à la bureaucratisation. Cette réaction comporte cependant un danger dans la mesure où certains tendent à identifier bureaucratie et organisation de même qu'avec une superficialité d'esprit invraisemblable, ils identifient spontanéité à désorganisation anarchique et concluent à l'alternative spontanéité ou organisation.

Le mouvement spontané des masses, cela veut dire que les masses n'entrent pas dans la lutte sur injonction ou sur ordre d'une organisation extérieure ou séparée d'elles mais qu'elles sont amenées dans la lutte par une aggravation des conditions de vie qui leurs sont devenues insupportables. Mais pour mener cette lutte, elles sont également obligées de l'organiser, autrement dit, de s'organiser elles-mêmes pour la mener à bien.

Contrairement aux têtes chaudes et vides qui exaltent la spontanéité synonyme de non-organisation, et voudraient maintenir les ouvriers dans cet état, nous opposons l'idée que la spontanéité de la lutte est le mouvement même de la tendance vers l'organisation.

DU RÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES

I

Les révolutionnaires sont des éléments de la classe. Ils sont la manifestation d'un processus de prise de conscience qui s'opère dans la classe.

II

La conception des révolutionnaires apportant de l'extérieur la conscience socialiste au prolétariat (conception Kautsky-Lénine) est à rejeter catégoriquement. Cette conception est fondamentalement idéaliste car elle maintient la séparation entre l'existence sociale de la classe d'une part et sa conscience d'autre

part, et ce, non seulement à leur origine, mais encore tout au long de leur développement. Elle est de nature bourgeoise car elle reproduit au sein de la classe ouvrière tant en théorie que dans la pratique, des rapports bourgeois de séparation, de sélection, de spécialisation, de hiérarchie et de domination, d'une minorité destinée à diriger et à imposer sa direction à l'ensemble de la classe.

III

Non moins fautive et non moins à rejeter, est la conception ouvriériste d'origine syndicaliste révolutionnaire, qui prétend que la prise de conscience de la classe est le fait de chaque ouvrier pris isolément de par sa situation individuelle dans la production. Cette conception mécaniste ne conçoit la classe que comme une SOMME d'individus s'additionnant, et la conscience de classe comme autant de consciences personnelles liées à des intérêts particuliers, affaire de chaque individu.

SI la première conception sépare la conscience de la classe et fait de cette dernière un simple support matériel d'une conscience venue on ne sait trop d'où, la seconde conception tend à dissoudre la classe dans une poussière d'individus, et, où la conscience, l'organisation et l'action cessent d'être un fait social pour n'être plus que le résultat des intérêts, des volontés et des intelligences des individualités isolées et rassemblées AU GRE DU HASARD.

IV

La classe est une donnée objective, produit social historiquement déterminé par le degré atteint dans le développement des forces productives de la société, des rapports de production et de la division du travail qui s'ensuivent nécessairement. Les relations qui s'établissent entre les hommes: relations de solidarité, d'opposition et d'antagonisme, ne sont donc pas des relations individuelles, mais des relations sociales telles que la société les a fait surgir, dans lesquelles l'individu isolé -quels que soient son intérêt et sa volonté- n'a pas de prise.

La conscience individuelle partant de la situation individuelle n'est qu'une fautive conscience. Il ne peut y avoir de conscience réelle -la perception raisonnée de sa situation- que partant de la situation sociale globale dans laquelle l'individu se trouve inclus. Dans une société fondée sur la division en classes, toute conscience ne peut être qu'une conscience de classe, même si cette conscience se manifeste et s'exprime à travers la pensée et l'action des individualités.

V

Les révolutionnaires existent parce qu'il existe une classe en DEVENIR révolutionnaire. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui font de leur classe une classe révolutionnaire, c'est l'obligation historique dans laquelle se trouve cette classe d'agir révolutionnairement. La prise de conscience qui s'opère en elle de cette nécessité et de son rôle, se manifeste en faisant surgir en son sein des courants et des groupes révolutionnaires. En d'autres termes, par le surgissement des tendances révolutionnaires, la classe manifeste le processus de son développement et de sa vitalité révolutionnaire.

Secrétés par la classe, les révolutionnaires le sont en vue d'une fonction active dans la vie et le devenir de la classe. Il est évident que la prise de conscience nécessaire ne s'opère pas d'emblée, ni simultanément dans tous les membres de la classe. Comme pour tout autre corps vivant, nous assistons ici également à un processus plus ou moins long, constamment favorisé ou contrarié par les conditions générales dans lesquelles ce processus se développe.

Rien n'est plus aberrant que cette conception selon laquelle les révolutionnaires, c'est-à-dire les éléments parvenus à une plus ou moins grande conscience de classe n'ont d'autre rôle que celui de se mettre de côté au fur et à mesure de leur formation et de se maintenir en réserve comme un corps d'armée dans l'attente du jour J.

Le révolutionnaire n'est pas seulement un produit, une résultante de ce processus, il en est également facteur actif. Il est autant une conséquence qu'une condition de la lutte de classe.

VI

Le révolutionnaire n'est révolutionnaire que pour autant qu'il est conscient de sa fonction et qu'il s'emploie à la réaliser effectivement. En plus d'être un élément participant le plus résolument et le plus activement dans la lutte constante de la classe, il a pour fonction essentielle d'œuvrer pour le développement de la conscience théorique de la classe et dans la classe.

VII

Pas plus que toute autre, cette fonction n'est et ne peut être une oeuvre individuelle. Appelés à une tâche nécessaire à la classe, cette tâche ne peut s'accomplir que collectivement et donc d'une façon organisée, parce qu'il n'y a pas de conscience réelle en dehors d'une praxis, c'est-à-dire indépendamment d'une action, et qu'il n'y a pas d'action tant soit peu efficace qui ne soit organisée.

L'organisation politique est donc la condition qui rend possible l'accomplissement de la fonction des révolutionnaires en même temps qu'elle est leur oeuvre consciemment voulue et réalisée. Elle est pas sa nature un fait objectif et subjectif à la fois, une nécessité et une liberté indissolublement liées.

VIII

Du fait de la constatation évidente que les organisations politiques (ou partis) ont trop souvent dégénérés au cours de l'histoire du mouvement ouvrier, en commençant par se rendre "indépendantes" de la classe, s'imposant ensuite à elle pour finir par devenir des forces contre la classe ouvrière, certains tirent la conclusion que l'organisation politique des révolutionnaires, distincte de l'organisation générale de la classe est par elle-même un phénomène nocif. Aussi combattent-ils avec acharnement toute tendance à l'organisation politique, les dénonçant comme autant de tentatives de main-mise bureaucratique sur la classe pour leurs intérêts propres, dénoncent les interventions de ces organisations comme autant de viols de la classe et ne sont pas loin de vouloir interdire leur existence. Cependant, c'est là plus une réaction sentimentale qu'une argumentation valable.

D'abord une constatation aussi évidente soit-elle, n'est pas suffisante en soi et ne démontre rien. Il faut analyser et expliquer un fait pour le comprendre et en tirer les conclusions qui s'imposent. La simple constatation prise comme argument ne dépasse pas la profonde philosophie du petit boutiquier affirmant que "les hommes feront toujours la guerre parce qu'ils ont toujours guerroyé dans le passé". Une telle argumentation, si elle vaut pour l'organisation révolutionnaire vaut pour la classe dans son ensemble. En effet, il est facile de constater qu'à ce jour la classe ouvrière s'est manifestée plutôt en défenseur qu'en destructeur de l'ordre capitaliste, et que dans des moments aussi tragiques que décisifs comme la première et la deuxième guerres mondiales impérialistes, les classes ouvrières dans leur quasi-totalité se sont trouvées aux côtés de leur bourgeoisie nationale et non contre elle. S'ensuit-il qu'il doit toujours en être ainsi ?

Si les organisations révolutionnaires dégèrent, ce n'est pas à cause de leur nature "maléfique" en soi, mais cela est dû d'une part à des raisons historiques, à des circonstances et des conditions précises de la lutte de classes qu'il importe d'élucider minutieusement, et d'autre part à une fausse conception de leur fonction et du rôle qu'elles s'attribuent à l'intérieur de la classe.

Ensuite, ce qui doit retenir notre attention bien plus que la simple constatation de la dégénérescence des organisations politiques, c'est le fait qu'en dépit et malgré les dégénérescences

successives, explicables par ailleurs, la classe ouvrière ne cesse de fomenter la création de nouveaux groupements en son sein, ce qui ne s'explique que par la nécessité absolue éprouvée par la classe ouvrière de se donner une expression théorique politique correspondant à ses intérêts fondamentaux de classe.

Pour être une classe exploitée économiquement, le prolétariat est forcément soumis à l'influence de l'idéologie de la classe dominante dans la société. La lutte effective pour son émancipation est impossible sans un effort théorique qui lui permet de se dégager de l'influence et de la pression idéologique de la classe ennemie qui pèsent sur elle de tout leur poids.

IX

L'ouvriérisme ignore la réalité complexe, difficile et contradictoire dans laquelle se meut la classe ouvrière. Aussi se fait-il de celle-ci une image aussi idéalisée que trompeuse, l'image d'une classe homogène, accédant automatiquement, individuellement et simultanément à la conscience. La crainte superstitieuse et l'aversion qu'il éprouve pour toute tentative d'organisation politique fait que l'ouvriérisme tourne le dos à une activité révolutionnaire essentielle; la recherche d'une cohérence théorique, et se contente de la flatterie la plus plate, vidant de leur contenu des formules telles que "les ouvriers par eux-mêmes".

X

Pour paradoxal que cela puisse paraître, il n'en est pas moins vrai que l'ouvriérisme relève de la même démarche que le pur léninisme. Pour l'un comme pour l'autre, classe ouvrière et organisation politique des révolutionnaires sont extérieures l'une de l'autre, en même temps qu'elles peuvent se substituer entre elles par simple identification.

La différence entre eux réside dans le fait que là où pour le léninisme, c'est l'organisation politique existant séparément de la classe qui se substitue à celle-ci, pour l'ouvriérisme, ce sont les ouvriers dans leur situation économique, chargés de toutes les vertus, qui se séparent des tendances et éléments politiques organisés et se suffisent à eux-mêmes.

Là où léninisme et ouvriérisme pensent et opèrent en termes de séparation et identification absolues, les révolutionnaires opposent une conception faisant intervenir des fonctions distinctes mais inséparables dans l'unité totale. Là où entre organisation des révolutionnaires et classe, les uns et les autres voient une opposition stérile ou une identification aussi stérile que dangereuse, les révolutionnaires découvrent une relation nécessaire et féconde entre le tout et une partie du tout.

XI

Une organisation fondant ses activités sur la seule information est une organisation qui n'est pas venue à terme. Se refuser à intervenir comme organisation, c'est prêcher la castration volontaire, c'est faire de l'impuissance son idéal.

La classe ouvrière attend de ses éléments révolutionnaires une intervention et une participation active à l'élaboration de ses positions politiques et à leur diffusion parmi les ouvriers.

Une telle organisation n'a rien de commun avec un activisme s'agitant dans le vide, ni avec une prétention mégalomane d'être la CONSCIENCE, le guide prédestiné, et d'avoir des exigences bureaucratiques l'imposant comme dirigeante à la classe.

Une telle organisation rejette catégoriquement la conception de la III^e Internationale selon laquelle "le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé, que par un parti politique" (Résolution du 2^e Congrès de l'I.C. sur le Rôle du Parti dans la Révolution Proletarienne). Elle lui oppose une conception selon laquelle c'est la classe elle-même, organisée en Conseils Ouvriers qui prend le pouvoir.

Une telle organisation, si elle n'a aucune intention d'être ou de devenir une direction, ne saurait se réduire à une mutuelle d'informations des luttes particulières et locales.

Sa raison d'être est de représenter dans toutes les luttes, les idées motrices générales des buts finaux du mouvement et de la voie qui y conduit.

Les normes de fonctionnement interne d'une telle organisation découlent nécessairement de la conception qu'on a de sa raison d'être et de ses tâches.

C'est dire qu'une telle organisation révolutionnaire politique et active, ne saurait reproduire en son sein, les rapports bureaucratiques et hiérarchiques propres à toutes les organisations classiques connues.

RELATIONS ENTRE ORGANISATIONS DE LA CLASSE

ET ORGANISATIONS DES REVOLUTIONNAIRES.

I

Certains camarades souhaiteraient que, dès la constitution des organes de la classe (Conseils Ouvriers), les organisations politiques des révolutionnaires se dissolvent et cessent leur action de groupe. Pour justifier cette position, ils évoquent les tentatives révolutionnaires du passé où les Conseils Ouvriers ont cédé leur pouvoir aux groupes ou partis politiques; ce qui a abouti chaque fois à la bureaucratisation et à la contre-révolution, notamment en Russie. Pour prévenir ce danger et éviter que cette expérience ne se renouvelle, ils veulent la dissolution des organisations de révolutionnaires, au moment même où la classe se donne ses propres organes de pouvoir.

Ces camarades ne font qu'exprimer un voeu pieux, sans possibilité de réalisation, à moins de pouvoir démontrer que dès l'avènement des Conseils, les contradictions de classe, celles-là même qui ont déterminé la formation des groupes, disparaissent.

Nous constatons que, dans les périodes calmes, les individus ayant les mêmes idées, les mêmes objectifs se regroupent de façon à pouvoir clarifier ces idées, les diffuser et avoir en quelque sorte une influence plus déterminante sur le mouvement ouvrier.

Lorsque le prolétariat entre en action, la prise de conscience n'est ni simultanée, ni homogène ; il est tout à fait normal que ceux qui, à des moments donnés, ont les mêmes options, les mêmes choix les mêmes analyses se regroupent distinctement des conseils en vue d'une action commune plus efficace que ne seraient leurs actions individuelles.

Les périodes révolutionnaires sont des moments féconds en idées et actions, dans la mesure où ce n'est plus une minorité qui pense et agit, mais l'ensemble de la classe ouvrière ; le besoin de regroupement sera donc encore plus grand dans ces périodes que dans les époques calmes.

En croyant prévenir le danger de bureaucratisation par cette mesure de dissolution des groupes on risque au contraire, d'accroître la possibilité de bureaucratisation. En effet, poussé par les besoins de la lutte à créer des organes en rupture radicale avec la société bourgeoise (Conseils Ouvriers) le prolétariat peut ne prendre conscience de toutes les implications de son action, que quelque temps après la constitution de ces organes du pouvoir prolétarien. Encore sous l'emprise de l'idéologie bourgeoise et de la mystification que sont les partis dits "ouvriers", le prolétariat

cède parfois son nouveau pouvoir aux représentants plus ou moins camouflés de la bourgeoisie, se privant ainsi du seul moyen qu'il a pour mener à bien la révolution - ainsi l'a-t-il toujours fait: Russie, Allemagne. Il est important alors que les membres les plus conscients de la classe ouvrière puissent élever leur voix contre de telles tendances. Dissoudre les groupes et en disperser les individus membres ne fera que faciliter la tâche de récupération de la bourgeoisie, ne fera que faciliter la bureaucratisation.

Les contradictions de classe, qui existent à l'état latent dans la société, sont exacerbées en période insurrectionnelle: les deux camps se renforcent, s'affrontent. Pour chaque camp les idées, les confrontations se multiplient, les tendances se précisent. Vouloir interdire au prolétariat de s'organiser en dehors des conseils en tendances politiques précises c'est vouloir lui interdire de se préparer à la lutte sanglante qu'il mènera contre toutes les tendances de la bourgeoisie.

Conçue de façon autoritaire la dissolution des groupes ne pourra être que forcée, imposée (par qui?). Cette élimination de toute liberté d'association et de presse au sein de la nouvelle société ne pourrait être faite que par un "corps spécialisé". En d'autres termes on en arrive à l'aberration d'une "bureaucratie anti-bureaucratique".

Ce n'est que dans un ordre des choses où les contradictions de classe auront disparu - par la disparition des classes elles mêmes - que les organisations politiques distinctes disparaîtront, non pas seulement par la volonté de tels ou tels individus, mais parce qu'elles n'auront plus de raison d'exister.

II

Les conseils se formeront vraisemblablement -comme dans le passé - dans les usines, les casernes, les quartiers... Il est dangereux que les révolutionnaires y siègent en tant que membres de tel groupe ou tel parti; pour éviter toute possibilité de rapports de soumission entre organisation unitaire de la classe et organisations des révolutionnaires, il est important que ces deux genres d'organisation se maintiennent séparées l'une des autres et que les révolutionnaires ne siègent dans les organisations de la classe qu'en tant qu'ouvriers, soldats ou résidents de quartier.

III

Il est possible et même probable, qu'à certains moments de la lutte, un ou plusieurs conseils soient en plein accord avec les

positions de telle ou telle organisation de révolutionnaires. Cela veut dire uniquement, qu'à un moment donné, le groupe en question correspond parfaitement à l'état de conscience du prolétariat; en aucun cas cela veut dire que les Conseils devront abandonner leur pouvoir entre les mains du "comité central" de ce groupe. Il se peut même que les délégués élus par le conseil soient tous des membres de ce groupe. Cela est sans importance et n'implique pas qu'il se crée un rapport de soumission du conseil au groupe, si le conseil garde ses pouvoirs de révocabilité des délégués.

Garder à tout instant le plein contrôle de ses actions est la seule garantie qu'a le prolétariat d'assurer son triomphe, celui de la révolution. Cela ne peut être fait que s'il garde le plein contrôle des institutions qu'il s'est données.

o o o o

CORRECTION DU POINT N°7 DE LA

DECLARATION DE PRINCIPES.

Nous présentons ici une nouvelle rédaction du point numéro 7 de notre "Déclaration de Principes" (cf. R.I. n°2), au sujet de l'organisation des révolutionnaires. Nous y avons apporté quelques corrections, portant principalement sur la forme qui prêtait à confusion.

Il faut rappeler que cette déclaration de principes a été rédigée après le mois de mai 1968 par les camarades qui ont participé plus tard à la rédaction de "Révolution Internationale", dans le but de clarifier, définir et divulger nos idées, encore peu répandues. La première rédaction n'a jamais été considérée comme définitive, mais au contraire, sujette à des corrections, d'après les critiques et propositions de camarades

Le point sur l'organisation a particulièrement été critiqué et souvent mal compris, d'autant plus qu'il concerne un des problèmes les plus discutés et les plus pressants dans de nombreux groupes révolutionnaires à l'heure actuelle. La plupart des critiques ont porté sur notre emploi du terme "parti" qui s'est avéré inutilisable parce que trop empreint du contenu bureaucratique que lui ont donné les staliniens, les trotskystes, les maoïstes, ou autres. Nous l'avions utilisé exprès pour insister sur la nécessité d'organisation révolutionnaire (que Marx appelle "parti") tout en dégageant ce terme du contenu qu'il a actuellement (cf. "Le parti n'est ni le "représentant", ni "l'état major", ni la "conscience" de la classe ouvrière."). Mais ces précisions ce sont avérés insuffisantes pour ne pas identifier "parti" à Lénine. C'est pourquoi nous utiliserons dorénavant le terme "organisation de révolutionnaires" qui traduit mieux notre pensée.

Ceci n'est que l'explication d'une correction: nos positions sur l'organisation n'y sont donc traitées que d'une façon très succincte; elles seront approfondies et traitées plus longuement dans d'autres articles de ce numéro et des numéros à venir.

Point n°7:

C'est à travers ses luttes que la classe ouvrière définit et appréhende les buts et les moyens de son action. Le processus de sa prise de conscience n'est ni uniforme, ni immédiat. Pour devenir des facteurs actifs dans ce processus, les éléments les plus conscients doivent se constituer en organisations politiques. Ces organisations sont distinctes de l'organisation générale de la classe.

Ces organisations ont des buts radicalement différents de ceux de tout parti bourgeois; la tâche des partis bourgeois est d'exercer le pouvoir sur l'ensemble de la société en conquérant les leviers de l'appareil d'oppression capitaliste et d'entretenir la mystification des classes exploitées, nécessaire au maintien de ce pouvoir. Les organisations de révolutionnaires ont pour but, au contraire, de lutter pour que la totalité de la classe ouvrière prenne et exerce le pouvoir ELLE-MEME, en accélérant le processus de généralisation de la conscience révolutionnaire, indispensable à cette prise du pouvoir.

A l'opposition des tâches et des buts entre partis bourgeois et organisations de révolutionnaires, correspond une opposition radicale dans les moyens d'action, structure et relations avec la masse des travailleurs.

En ce sens, le concept léniniste de parti, profondément marqué par l'idée jacobiniste bourgeoise, est à rejeter.

Les organisations de révolutionnaires ne sont ni les "représentants", ni "l'état-major", ni la "conscience" de la classe ouvrière. Comme organisations, elles n'ont ni à diriger la classe, ni à exercer le pouvoir à sa place.

Leur rôle est de contribuer à l'auto-organisation de la classe par le développement et la diffusion de la théorie révolutionnaire et la participation quotidienne aux luttes de la classe.

L'article qui suit ne reflète pas complètement les idées de Révolution Internationale. Nous le publions cependant, car il apporte un certain nombre d'éléments intéressants à notre avis, pour la compréhension du rôle joué par la révolte des étudiants dans la révolution qui se prépare.

Dans l'ensemble, nous nous déclarons donc en accord avec les idées exprimées dans ce texte à l'exception des points particuliers qui feront l'objet d'une critique à la fin de celui-ci.

NOTES SUR LE MOUVEMENT ETUDIANT EN GENERAL
ET LE MOUVEMENT DE MAI EN PARTICULIER.

Ce n'est un secret pour personne que le mouvement étudiant est un phénomène international qui plonge ses racines essentiellement dans les structures des pays développés industriellement.

En effet, tout à tour, le Japon, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et la France ont été le théâtre d'agitations étudiantes plus ou moins sporadiques, plus ou moins violentes contre la police et les autorités universitaires. En bref, il y a une même ligne entre les affrontements de 1964 à Berkeley, de 1967 à Berlin et de 1968 à Paris.

Après l'avoir sommairement situé dans le temps et l'espace, on se pose les questions qui viennent tout de suite à l'esprit: quelle est la signification d'un tel mouvement de révolte? Quelles sont ses tendances? Quel rôle peut-il jouer dans la lutte de classe?

La révolte étudiante contre le vieux monde est incontestablement un phénomène nouveau. Cela signifie que quelque chose a changé dans l'université et dans les facultés. Pour mieux comprendre ces mutations, retournons brièvement en arrière de quelques années.

A cette époque, l'Université était purement et simplement la sphère où se formait une élite: les représentants instruits des classes dominantes, la fraction pensante de la bourgeoisie, l'intelligentsia avec ses philosophes, historiens, écrivains et autres idéologues. Pour la bourgeoisie, l'Université, c'était en quelque sorte son point d'honneur, spirituel, son luxe

culturel, avec pour principale fonction de donner une explication du monde selon les canons du droit bourgeois et de la morale existante. L'Université s'occupant de la production des idées pouvait alors s'imaginer être au-dessus des classes de la société civile, diffuser un savoir "neutre", "objectif", en dehors des luttes de classes et célébrer hautement les vertus de la science. Mais cette illusion venait en fait que l'Université se trouvait encore à la périphérie du système.

Depuis, la situation de l'Université s'est modifiée. Elle s'est intégrée dans le système. Au lieu de vivre marginalement, elle est devenue un rouage à part entière du système d'exploitation.

Pour ce faire, elle a du accomplir une double métamorphose. La première, c'est qu'il lui a fallu s'adapter aux exigences de l'économie, c'est-à-dire diffuser des connaissances en étroites relations avec les impératifs de la production. De ce fait, elle a perdu son autonomie relative et s'est incorporée pleinement dans le système. Au lieu de répandre des connaissances universelles, culturelles, elle s'est vue contrainte de donner un enseignement spécialisé, borné, ne sortant pas du cadre étroit de la spécialité.

La deuxième métamorphose qu'elle a du entreprendre, c'est d'ouvrir ses portes à un plus grand nombre parce qu'elle est devenue la fabrique des cadres de la production. Celle-ci, en effet, réclame de façon croissante des ingénieurs, des scientifiques et des techniciens. Ce sont les besoins de la production qui déterminent la masse des étudiants. Ce n'est plus une intelligentsia que l'Université doit former, mais les cadres qualifiés de l'économie, les dirigeants spécialisés de l'exploitation des travailleurs et de l'accumulation du capital.

C'est dans le cadre d'une telle restructuration de l'Université qu'est née (aux alentours des années 60) la révolte étudiante qui a déferlé sur les principaux pays du globe.

De par son contenu idéologique général cette révolte peut se caractériser comme étant un mouvement ANTI-AUTORITAIRE. En effet, constamment, la société actuelle répressive, bureaucratique et totalitaire est visée. On stigmatise la "société de consommation", les gadgets, la publicité, le conditionnement général, la perte de l'individualité et de la liberté. D'un autre côté, on exalte le jeu, le désir, la créativité, l'imagination, le rêve qui doivent devenir la poésie de l'avenir. Dans tout cela, il y a un certain souffle libertaire, une certaine volonté de briser immédiatement toutes les entraves et de fouler au pied tous les tabous.

Cependant, ce mouvement de protestation, ni par son contenu, ni par sa forme, ne peut être assimilé à un mouvement communiste. D'une part, son projet est UTOPISTE, fondé sur des jugements de valeur et se perd dans des peintures fantaisistes et arbitraires de la société de l'avenir -alors que le mouvement communiste fonde son programme sur le mouvement REEL et OBJECTIF du développement historique-; d'autre part, l'agent de la libération, le prolétariat, est nié. Par exemple, chez Marcuse (un des théoriciens conséquents du mouvement étudiant), il ne peut venir que des couches marginales (les étudiants, les noirs américains, les peuples de couleur). Pour lui, le prolétariat étant intégré, il a désormais partie liée avec le capital et devient un facteur de conservation. Autre exemple, chez les situationnistes, si on continue de mettre en avant le prolétariat, c'est pour parler en fait du néo-lumpen-prolétariat, c'est-à-dire de tous ceux qui sont en dehors du procès de production (jeunes chômeurs, "blousons noirs", étudiants exclus de l'université et toute une sorte de faune vivante d'expédients). Par conséquent, il est contradictoire d'exalter le pouvoir aux conseils ouvriers et en même temps de conseiller à tout le monde: "Ne travaillez jamais!". Un prolétariat qui ne travaille "jamais" ne sera jamais le prolétariat.

Cependant, ce qui importe pour l'analyse, ce n'est pas tant les solutions qu'on croit apporter à la crise idéologique (ainsi beaucoup d'étudiants ont été attirés par la "révolution culturelle" en Chine parce qu'ils y ont vu abstraitement une réponse au vide idéologique laissé par la vieille bourgeoisie d'Occident), que l'existence même de cette crise et ce qu'elle signifie.

C'est un fait dans son ensemble, la jeunesse "intellectuelle" est en crise, en crise idéologique, morale, psychologique, culturelle. Et la bourgeoisie s'en rend compte: "C'est une crise de civilisation". Tous les fondements traditionnels craquent. La religion n'a plus beaucoup de sens pour beaucoup de jeunes, la famille est relâchée, quelquefois dissoute, et surtout la radio, le disque, la presse spécialisée, tout s'est ligué pour imposer à la jeunesse, considérée comme une clientèle, un certain comportement. L'idée de Patrie pour beaucoup a perdu toute valeur au point d'être devenue objet de dérision. "Les interdits qui pesaient depuis des siècles sur les femmes et les jeunes filles s'écroulent" (Pompidou).

Mais ce que Pompidou ne voit pas ou ne veut pas voir, c'est que la révolte étudiante sonne le glas de la civilisation bourgeoise. Il se passe que la bourgeoisie n'arrive plus à donner à ses propres enfants ou à ceux qui lui succéderont un système d'idées répondant à une situation réelle. En effet, les "idéaux"

.../

qui naguère mobilisaient les étudiants (nationalisme, "valeurs de l'Occident", etc...) sont complètement épuisés et ont fait leur temps. Même le "socialisme russe" ne fait plus recette tellement son essence capitaliste et bureaucratique s'est dévoilée.

En vérité, la crise étudiante exprime par ricochet la crise de la bourgeoisie. Le mouvement international étudiant n'est pas la première expression de la prise de conscience du prolétariat, IL EST L'EXPRESSION ULTIME DE LA DECOMPOSITION UNIVERSELLE DE LA MORALE ET DE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE. Il est le reflet de l'écroulement de son système de valeurs. Le mouvement étudiant est immédiatement la mauvaise conscience de la bourgeoisie.

Evidemment, tout cela n'est pas réellement nouveau. Durant les "années folles" de l'après-guerre de 14-18, le surréalisme exprimait déjà à sa manière ce désarroi, ce nihilisme des classes dominantes. Cependant, maintenant ce phénomène a pris un caractère de masse et l'Université apparemment "neutre" a pénétré brutalement dans le système et s'est vue contrainte d'arracher son voile de "pureté" culturelle pour apparaître clairement ce qu'elle était déjà confusément: un instrument au service de l'ordre existant. Par conséquent, la situation des jeunes universitaires est claire: devenir les chiens de garde de la bourgeoisie, les complices du Capital.

Mais derrière la crise morale et idéologique il y a une CRISE SOCIALE de la bourgeoisie. La bourgeoisie en tant que classe particulière, juridique de la société civile est en décomposition. Cette classe tend à disparaître pour laisser la place à des managers, des technocrates et des bureaucrates, produits de la dissolution sociale bourgeoise. C'est le développement du capital, son extrême concentration, du fait des lois de la concurrence qui amènent ce dernier à se dépersonnaliser et à devenir une puissance totalement autonome et indépendante de toute classe particulière. Maintenant, ce qui procure la puissance et la richesse, ce n'est plus tant la propriété privée des moyens de production que la capacité technologique ou administrative qui place ceux qui sont les détenteurs d'un tel savoir à la tête des entreprises et de l'Etat.

Or, c'est justement dans l'Université que se forment et se recrutent les cadres du système capitaliste: cette néo-bourgeoisie qui se présente avec le statut de salariée, mais qui réellement profite de l'exploitation du travail salarié. L'Université est la pourvoyeuse des "cerveaux" qui dirigeront les travailleurs. Cependant, elle dissimule sa fonction de sélection des cadres dirigeants en tendant à recruter dans toutes les classes de la société, y compris dans les

.../

classes laborieuses. La "démocratisation de l'enseignement" si chère au P."C".F., c'est la possibilité de faire de chacun un bourgeois nouvelle manière. Cependant, même cela est hypothétique. Il faut une sélection, des examens qui permettent de faire un tri. En effet, les débouchés sont forcément limités à la sortie des examens. Beaucoup d'étudiants sont de toute façon condamnés à végéter dans des emplois subalternes sans comparaison avec la situation promise au départ. Ainsi, la menace du chômage après les études, la déqualification sont autant de facteurs qui contribuent à entretenir le feu de l'agitation étudiante.

Mais l'essentiel que la crise universitaire exprime, c'est la crise idéologique du système capitaliste. En effet, avec la disparition du personnage classique du bourgeois traditionnel, c'est tout un monde de valeurs et d'idéaux qui s'engloutit pour laisser la place à la fausse rationalité du technocrate, à la pseudo-scientificité du spécialiste, à l'arbitraire et l'autoritarisme stupide du bureaucrate. Tel est l'idéal de la société capitaliste ultra-développée, c'est-à-dire du capitalisme d'Etat.

En effet, la faillite des "valeurs traditionnelles" reflète la dissolution du capitalisme privé et de la libre-concurrence. Les "valeurs nouvelles" (savoir, compétence, spécialisation) sont celles du capitalisme monopolistique d'Etat. C'est en réaction contre ces nouvelles tendances que le mouvement étudiant se définit. Face à l'autoritarisme grandissant de l'Etat et son emprise sur tous les aspects de la vie, les étudiants contestataires mettent en avant des conceptions plus ou moins anarchistes comme étant des remèdes à la bureaucratisation de la société.

Cependant, ils ne se rendent pas compte qu'en fait, ils n'ont toujours pas dépassé (au moins conceptuellement) le vieil antagonisme de la société bourgeoise: bureaucratie contre anarchie. De même qu'ils ne voient pas que c'est la libre-concurrence qui mène au monopole, de même ils ne voient pas que c'est l'anarchie qui mène à la bureaucratie. En effet, la bureaucratie est la conséquence logique de l'anarchie existante dans la société. Pour supprimer la première, il faut d'abord s'attaquer à la seconde.

En ignorant ce phénomène, bon nombre d'étudiants reproduisent les illusions des libertaires qui voient dans l'Etat la cause de tous les maux et se proposent de le supprimer immédiatement pour rendre l'humanité heureuse. Encore une fois, AVANT d'être facteur des antagonismes sociaux, l'Etat est D'ABORD* de ces antagonismes conséquence directe des différences de classes et leur opposition et non leur cause première.

* produit

.../

Cependant, malgré son extrême confusion, le mouvement d'agitation des étudiants a une grande valeur pour la révolution prolétarienne. Il n'est pas l'expression de la reprise révolutionnaire mais il l'annonce. Il l'annonce pour deux raisons:

a) La première est "qu'au moment où la lutte de classe approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société toute entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que jadis une partie de la noblesse se rangea du côté de la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie fait cause commune avec le prolétariat et notamment cette partie des idéologues bourgeois qui se sont hissés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique" (Marx-Engels. Manifeste Communiste). Actuellement, la fraction des étudiants en "colère" exprime assez bien ce phénomène. Cependant, celui-ci n'est pas encore arrivé à terme. LA RAISON ESSENTIELLE EST QUE LE PROLETARIAT N'EXISTE PAS ENCORE COMME FORCE AUTONOME CONSCIENTE ET ORGANISEE. Pour le moment, ces éléments sont donc laissés à eux-mêmes et n'arrivent pas par leur seule force à se placer sur les positions politiques du prolétariat révolutionnaire. Seule l'entrée en scène de la classe ouvrière sera en mesure de changer leur désordre idéologique et leur désorganisation.

b) La seconde raison est que toute vraie grande révolution présuppose une crise générale au sein de la classe dominante. Pour l'instant, cette crise est surtout de nature idéologique, en attendant d'être économique et politique. En période non révolutionnaire, le prolétariat suit sa bourgeoisie et s'en remet à elle ("Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien" Marx.). Si la bourgeoisie perd confiance en elle-même, elle perdra du même coup la confiance du prolétariat et, involontairement, elle provoquera le réveil de la conscience et de l'énergie de la classe ouvrière jusqu'ici endormies. En effet, les travailleurs habitués à s'en remettre à leur propre bourgeoisie, voyant celle-ci chanceler, hésiter, divaguer, etc... seront alors poussés à prendre leur sort en mains et à s'organiser pour eux-mêmes. L'impuissance de la bourgeoisie provoquera alors la détermination du prolétariat. Lénine avait raison quand il disait que pour qu'il y ait révolution, il ne suffit pas que ceux d'en-bas ne veulent plus, il faut encore que ceux d'en-haut ne puissent plus. Avec la crise étudiante, un tel processus est déjà commencé. La contestation étudiante mine l'idéologie bourgeoise (tout en étant d'ailleurs incapable de la remplacer, mais ce n'est pas son rôle) de l'intérieur; il s'agira pour le prolétariat d'en finir pratiquement en l'affrontant de l'extérieur et de fonder la nouvelle société.

.../

La crise de Mai-Juin 1968 en France fut avant tout la manifestation la plus aigüe de la révolte étudiante qui éclate un peu partout dans le monde. Son originalité vient du fait que la classe ouvrière a ensuite pris le relai des étudiants après une dizaine de jours d'émeutes et de barricades.

Incontestablement, le mouvement des étudiants a été le catalyseur. Il a entraîné la grève que l'on connaît. Mais les ouvriers dans leur immense majorité ne sont pas entrés dans la lutte avec l'espoir d'en finir avec le capital. Ils ont simplement profité de l'agitation étudiante pour obtenir de la bourgeoisie un prix plus élevé de leur force de travail. La lutte ouvrière n'a pas dépassée dans son ensemble la lutte pour de meilleures conditions de travail et pour des salaires plus convenables. C'est un mouvement réformiste et non révolutionnaire qui a succédé à la révolte étudiante. Certes, quelques frottements et quelques grincements ont eu lieu quand les bureaucrates syndicaux ont proposé des prix par trop bas aux ouvriers. Séguy s'est fait conspuer aux usines Renault, il ne s'est pas fait écharper. Les travailleurs n'ont à aucun moment remis en cause leurs "représentants" politiques et syndicaux. Ils n'ont pas créé de nouveaux organes de lutte de classe; ils se sont contentés des anciens devenus des appareils intégrés au système. Pour résumer, disons que si parfois les travailleurs protestèrent contre leurs "dirigeants", jamais ils ne les contestèrent. Et finalement, tout rentra dans l'ordre. On reprit le travail, on alla voter et tout le monde partit en vacances.

De la grève généralisée de Mai-Juin 1968 en France, on peut constater deux choses:

a) La première, c'est que l'issue de la grève était prévisible. Cela aurait été vraiment miraculeux qu'après trente ou quarante ans de "Front Populaire", de "Résistance", de "Reconstruction Nationale" et de P"C"F, c'est-à-dire de contre-révolution, le prolétariat oubliant son passé collaborationniste, nationaliste et réformiste, retrouve du jour au lendemain le glorieux passé de ses ancêtres, les Communards, les Spartakistes et les Bolchévistes. On n'efface pas d'un seul coup 40 années d'illusions.

.../

b) La seconde, c'est qu'il est inutile d'expliquer la grève à partir d'une "crise économique" qui reste introuvable, insaisissable comme la "chose en soi" du philosophe Kant. La raison essentielle du mouvement des occupations des usines fut simplement un désir de réajustement des salaires au niveau de ceux de l'Europe de l'Ouest. (Après l'Italie, la France est le pays de l'Europe des Six où les travailleurs sont les plus mal payés). Les ouvriers ont donc profité des difficultés du gouvernement avec les émeutes du Quartier Latin pour revendiquer de plus hauts salaires. Un tel mouvement issu d'une crise économique n'aurait pas connu la fin qu'il a vécue. Ou il aurait été écrasé dans le sang, ou il aurait triomphé, mais de toute façon, un des deux protagonistes aurait été écrasé. Rien de cela n'est arrivé; on ne peut pas dire que le prolétariat a été battu puisqu'il n'avait pas véritablement engagé le combat. Le jour où il l'engagera, il commencera d'abord à sortir des usines où on l'avait enfermé en Mai 1968, véritables ghettos paralysant le prolétariat et l'empêchant de poser la lutte de classe sur le terrain décisif de la "place publique".

D'un autre côté, il est incontestable que Mai 68 a eu comme conséquence immédiate que la politique a influé sur l'économique. En effet, le capitalisme français, un des maillons faibles des Etats de l'Europe de l'Ouest ne peut en raison de ses structures retardataires sur le plan économique se permettre d'offrir le même standard de vie à ses prolétaires que ses collègues européens. Son retard structurel, il ne peut le combler qu'en exploitant encore un peu plus ses travailleurs afin d'être tout de même compétitif sur le marché européen et mondial. La grève n'a évidemment pas arrangé les choses. La bourgeoisie a dû se débarrasser de De Gaulle et revenir à une politique plus souple avec le partenaire américain.

Cependant, l'ESSENTIEL de la crise de Mai, c'est le mouvement étudiant. Il ne faut pas se bercer d'illusions: l'heure d'un mouvement ouvrier autonome n'est pas encore venue. Il nous faudra attendre encore quelques années, le temps que le système économique mondial glisse vers le déséquilibre, pour voir apparaître un vaste mouvement révolutionnaire. Actuellement, les luttes de classe sont masquées par des questions raciales, nationales, linguistiques et religieuses (Etats-Unis, Canada, Belgique, Irlande du Nord). Le capital fait reporter presque toute la misère sur une catégorie de prolétariat, ce qui lui permet d'éviter une lutte frontale, ouverte avec le prolétariat en tant que classe. Cette mystification ne pourra disparaître qu'avec une situation de crise ouverte et généralisée et non de crise latente comme celle que nous traversons actuellement. Les luttes actuelles ne sont pas les manifestations de la crise actuelle, mais les premiers signes annonciateurs de la crise future.

Et c'est pour cette raison, et uniquement pour cette raison que nous devons y attacher de l'importance, non pas pour ce qu'aujourd'hui ils signifient mais pour ce que demain ils signifieront.

Un des enseignements de Mai, ce fut aussi l'entrée en scène d'une nouvelle génération ouvrière beaucoup plus détachée des "idéaux" du "Front Populaire". En effet, beaucoup de jeunes ouvriers n'ont pas regardé en spectateurs les émeutes étudiantes; ils y ont participé dès les premiers jours et de façon active. Ce sont eux encore qui prirent l'initiative de la grève dans beaucoup d'endroits, montrant le chemin aux "vieux". Il est indispensable qu'un sang nouveau parcoure la classe ouvrière si cette classe veut s'émanciper. Les "communistes" ne s'y sont pas trompés (de leur point de vue) quand ils ont interdit l'accès des usines aux étudiants. Le danger de contagion malgré la confusion que les étudiants propageaient, était trop grand, particulièrement pour les jeunes ouvriers.

Pour conclure, disons que fondamentalement, la crise de Mai 68 en France fut l'explosion la plus grandiose du mouvement étudiant international. Le déclenchement de la lutte, les manifestations violentes dans la rue, les barricades, les occupations actives des facultés, les comités d'action, bref, tout ce qui fut plus ou moins subversif, plus ou moins révolutionnaire et critique, vint du milieu étudiant, fut inspiré par lui. C'est pourquoi, on ne peut pas comprendre le mouvement de Mai à partir d'une analyse mécanique de la situation économique du capitalisme mondial, on ne peut le comprendre qu'à partir d'une analyse des luttes étudiantes dans le monde qui elles à leur tour ne peuvent se comprendre qu'à partir d'une étude des changements qui sont intervenus dans les structures économiques et sociales au sein du système mondial depuis la deuxième guerre mondiale. Si, "en dernière analyse", il faut tenir compte de l'économie, ce la ne signifie pas qu'il faut en conclure automatiquement à la crise de l'économie.

La révolte étudiante est un signe d'une part, du malaise qui existe dans la société et d'autre part, un signe avant-coureur de la reprise révolutionnaire du prolétariat. Cependant, quand cette reprise sera EFFECTIVE, c'est le prolétariat qui prendra à ce moment l'initiative de la lutte à mener contre le capital. Il n'y aura plus de mouvement étudiant parce qu'il y aura mouvement ouvrier.

CLAUDE.

CRITIQUE DU TEXTE PRECEDENT

Dans le texte qui précède il est écrit, au sujet de Mai 1968:
 "...il est inutile d'expliquer la grève à partir d'une
 "crise économique" qui reste introuvable, insaisissable
 comme la "chose en soi" du philosophe Kant."

Cette phrase est visiblement dirigée contre l'interprétation que nous donnions du mouvement de Mai dans le précédent numéro de R.I. (1). Pour notre camarade donc, il n'existait pas en Mai et n'existe toujours (2) aucun symptôme de cette crise dont nous prévoyons l'éclatement pour un proche avenir. Pourtant, quelques lignes plus loin, il écrit lui-même:

"Cette mystification (les questions raciales, nationales, linguistiques et religieuses) ne pourra disparaître qu'avec une situation de crise ouverte et généralisée et non de crise latente comme actuellement nous traversons. Les luttes actuelles ne sont pas les manifestations de la crise actuelle, mais les premiers signes annonciateurs de la crise future."

Par ces lignes, notre camarade reconnaît donc que la crise n'est pas aussi "introuvable" et "insaisissable" qu'il le dit plus haut, puisqu'actuellement nous traversons une situation "de crise latente". D'ailleurs, la deuxième phrase de cet extrait semble résumer la contradiction de ses positions sur ce problème particulier. En effet, comment les luttes actuelles pourraient-elles être "les premiers signes annonciateurs de la crise future" - c'est à dire la première réaction de la classe ouvrière contre une crise économique qui n'a pas encore éclaté ouvertement - si, justement, il ne s'était produit, dans la vie des travailleurs, des dégradations (atteinte aux salaires, aux conditions de travail ou d'emploi) directement provoquées par les premières manifestations de cette crise.

Penser que les mouvements de grèves qui, depuis plus d'un an et demi, se développent simultanément sous toutes les latitudes (et en particulier en Europe) sont le fait du hasard et n'ont pas d'origines communes dans une crise mondiale du capitalisme, relève d'une certaine légèreté. On peut expliquer par des raisons d'ordre local un mouvement social quand celui-ci reste isolé dans un pays (1960 en Belgique, par exemple) mais non quand il s'étend à l'échelle de la planète.

Quand nous écrivons que le système capitaliste mondial est entré dans une crise économique, il reste évident pour nous, qu'il n'a pas atteint le fond de celle-ci: nous ne sommes pas aveugles pour ne pas voir qu'il n'y a pas encore aujourd'hui les 26 millions de chômeurs

(1) "Comprendre Mai" et la "Crise monétaire", R.I. n°2

(2) Au moment où l'article est écrit, c'est-à-dire Août-Septembre 69.

de 1929 , que les Bourses ne se sont pas affolées comme lors du fameux "jeudi noir" , etc..... Mais il faut effectivement être aveugle pour ne pas voir que la situation du capitalisme mondial va en empirant: crise et dévaluation de la livre sterling, du franc, spéculation sur le mark, plans d'austérité et hausses du taux d'escompte un peu partout. Depuis deux ans, il suffit de lire la presse bourgeoise (du "Monde", à "L'Expansion") pour s'en persuader. Et cette aggravation est ressentie en premier lieu par les travailleurs dont la riposte est effectivement à la mesure de la profondeur de la crise: les grévistes de Mai 1968 n'étaient pas au bord de la révolution, dans aucune usine ils n'ont été "à une heure " de former un Conseil Ouvrier, comme le voudrait le crétinisme Situationniste (1) car, c'est un fait que la crise ne s'était manifestée alors que par ses tous ; premiers symptômes (montée du chômage et stagnation des salaires, dans le cas de la France).

Pour notre camarade "on ne peut pas comprendre le mouvement de Mai à partir d'une analyse mécanique de la situation économique du capitalisme mondial". De notre côté nous l'entendons bien ainsi et tel n'était pas le sens de notre article sur Mai. Pour nous, il n'est pas question de négliger les conditions "subjectives" du processus révolutionnaire et dans cet article nous soulignons - peut-être insuffisamment - l'importance des facteurs idéologiques quand nous écrivons: "Le capitalisme dispose de moins en moins de thèmes de mystification capables de mobiliser les masses et de les jeter dans le massacre. Le mythe Russe s'écroule, le faux dilemme démocratie bourgeoise contre totalitarisme est bien usé. Dans ces conditions, la crise apparaît dès ses premières manifestations pour ce qu'elle est. Dès ses premiers symptômes, elle verra surgir, dans tous les pays, des réactions de plus en plus violentes des masses. Aussi, c'est parce qu'aujourd'hui la crise économique ne saurait se développer pleinement, mais se transformer dès ses premiers indices en crise sociale, que cette dernière peut apparaître à certains comme indépendante , suspendue en quelque sorte en l'air, sans relation avec la situation économique qui cependant la conditionne". (2)

Si dans cet article, nous nous attachions à déceler les causes économiques du mouvement de Mai, ce n'était donc nullement parce

(1) "INTERNATIONALE SITUATIONNISTE" n° 12 page 12

(2) "R.I." n° 2 page 52

que nous pensions que c'étaient les seules , c'était pour répondre au flot d'interprétations fantaisistes que ce mouvement avait suscitées, mais aussi et surtout pour essayer de définir sur quelles perspectives historiques il doit déboucher. En effet, on peut ne trouver au mouvement de Mai que des causes locales ou fortuites et on peut alors logiquement le considérer comme un feu de paille, comme le produit de la réunion de conditions exceptionnelles qui ne se retrouveront plus. C'est là l'interprétation classique de la bourgeoisie qui nie la possibilité de la révolution. Mais chaque jour qui passe contredit un peu plus cette thèse: On assiste d'une part à une aggravation irrésistible des contradictions du capitalisme international dont les différents plans d'austérité sont la manifestation la plus sensible pour la classe ouvrière, et d'autre part à une montée sans précédent depuis cinquante ans des luttes ouvrières dans le monde. Les bourgeois peuvent encore prétendre - ils le font d'ailleurs de moins en moins - que ces deux phénomènes ne sont pas liés. Pour les révolutionnaires, il est devenu aujourd'hui évident que l'un conditionne l'autre et cette constatation permet de définir la signification véritable du mouvement de Mai: c'est la première riposte importante de la classe ouvrière à un processus de crise aiguë du système capitaliste dont l'approfondissement inévitable verra se radicaliser les luttes prolétariennes jusqu'à déboucher sur la Révolution Mondiale .

Nous devons formuler une deuxième critique de caractère plus général à cet article critique qui s'apparente d'ailleurs à la première.

Notre camarade écrit: "Pour l'instant cette crise (au sein de la classe dominante) est surtout de nature idéologique, en attendant d'être économique et politique". Cette phrase résume deux idées principales du texte:

- le mouvement étudiant est une des manifestations du processus de décomposition totale de l'idéologie bourgeoise
- mais nous ne sommes pas encore entrés dans une période de crise économique (celle-ci étant toutefois nécessaire pour que la révolution soit possible).

On peut discuter sur la question de savoir si les difficultés actuelles du capitalisme débouchent sur un nouveau 1929 ou si ce ne sont que des difficultés temporaires préluant à une réorganisation plus "rationnelle" du capital mondial. Aux camarades partisans de cette deuxième interprétation nous signalons qu'un nombre croissant d'économistes bourgeois, et non des moindres, en est réduit à se prononcer

pour la première (voir "L'Expansion" d'Octobre 69 l'article de John K. Galbraith: "1929 peut recommencer"). Nous pensons que cette question est des plus importantes pour comprendre la période actuelle des luttes de classe, mais ce n'est pas ici le lieu d'en discuter (1).

En fait, la critique principale que nous faisons à cette phrase, ou plutôt aux conceptions qu'elle résume, c'est de ne pas poser la question du "POURQUOI" de l'actuelle crise idéologique de la bourgeoisie. Comme nous sommes matérialistes, nous pensons qu'un phénomène social d'une telle importance a, "en dernière instance", des fondements économiques, idée qui n'apparaît pas nettement dans le texte. Notre camarade s'attache effectivement à distinguer deux des causes économiques du malaise étudiant: l'insertion déclarée de l'Université dans le système de production capitaliste et la prolétarianisation croissante des cadres, mais une telle interprétation est insuffisante pour conclure à la "décomposition ultime de l'idéologie bourgeoise", car on peut très bien penser qu'on pourra résoudre l'actuelle crise par une adaptation de l'Université à ses nouvelles tâches: c'est la thèse de la bourgeoisie libérale (modèle Edgar Faure) qui se garde bien de considérer comme révolutionnaire l'époque actuelle.

Nous sommes effectivement entrés dans la période "ultime de décomposition de l'idéologie bourgeoise" mais nous pensons que ce phénomène a des fondements économiques précis. Comme Marx nous pensons que:

"A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale; Le changement dans les fondations économiques s'accompagne d'un bouleversement plus ou moins rapide dans tout cet énorme édifice. Quant on considère ces bouleversements, il faut toujours distinguer deux ordres de choses. Il y a le bouleversement matériel des conditions de production économiques. On doit le constater dans l'esprit de rigueur des sciences naturelles. Mais il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques, dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le poussent jusqu'au bout."(2)

(1) Voir "R.I." n° 2 "La crise monétaire"

(2) "Avant-Propos à la critique de l'Economie Politique"
Editions de la Pléiade Tome 1 page 273

Depuis le début du siècle, nous sommes entrés dans une telle période, qui en l'espace de cinquante cinq ans a vu se succéder deux grandes guerres mondiales, et qui, de jour en jour, voit l'humanité s'enfoncer dans une misère de plus en plus étendue (Tiers-Monde), dans des guerres locales incessantes et des préparatifs guerriers aussi couteux que terrifiants. Actuellement, le cycle de fonctionnement du capitalisme est le suivant :

- crise économique
- guerre mondiale
- reconstruction
- nouvelle crise, etc...

Tous ces faits attestent que le mode de production capitaliste est entré dans sa phase de déclin entraînant avec lui toutes les superstructures de la société et en particulier l'idéologie de la classe dominante..C'est donc dans le cadre de cette décadence de l'économie capitaliste qu'il faut replacer ce processus de décomposition de l'ensemble des valeurs fondamentales de l'idéologie bourgeoise (patrie, famille, hiérarchie ...).

L'ensemble de ces critiques ne doit pas laisser croire que nous sommes des "obsédés de l'économie". Mais, depuis les socialistes scientifiques, la théorie révolutionnaire a fait sienne l'idée que tous les phénomènes sociaux ont, en dernier ressort, une cause économique. Nous ne faisons qu'appliquer cette idée à la compréhension des phénomènes de la société contemporaine, compréhension qui nous paraît être la base de toute activité révolutionnaire.

..

Malgré ces critiques, nous nous devons de manifester notre accord avec les deux idées fondamentales contenues dans cet article :

1) LA REVOLUTION N'ETAIT PAS POSSIBLE EN MAI 1968 pour les raisons qu'expose notre camarade (manque de maturité de la classe ouvrière et crise économique encore peu prononcée). Nous pensons, en outre, qu'il est parfaitement ridicule de se livrer au genre de supputations qui ont cours chez les trotskystes (1) ou les Situationnistes (2)

 (1) "Pour en rester à l'explosion révolutionnaire de Mai 1968, il ne lui manqua, pour réussir, que l'existence d'une organisation révolutionnaire bien implantée, reconnue par la masse des travailleurs

.../...

sur les possibilités du mouvement de Mai. Penser que la révolution aurait pu avoir lieu alors, en quelque sorte "par surprise", "sans prévenir" les travailleurs en principe chargés de la réaliser, c'est, non seulement être en désaccord complet avec toute l'expérience passée du mouvement ouvrier, mais encore se faire une bien piètre idée de ce que sera la Révolution. Si une telle conception cadre avec l'idéologie bureaucratique des trotskystes (eux au moins ont le mérite de la cohérence) elle afflige quand on la voit hanter certains éléments de l'ultra-gauche. La révolution sera l'oeuvre consciente de l'immense majorité des travailleurs, et cette conscience n'apparaîtra pas brusquement dans leurs cerveaux par un effet du Saint Esprit, mais sera le produit d'une longue série de luttes de plus en plus radicales, répondant à une dégradation de plus en plus profonde de leurs conditions d'existence.

2) LE MOUVEMENT ETUDIANT INTERNATIONAL EST "L'EXPRESSION ULTIME DE LA DECOMPOSITION UNIVERSELLE DE LA MORALE ET DE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE", "NI PAR SON CONTENU, NI PAR SA FORME (IL) NE PEUT ÊTRE ASSIMILE A UN MOUVEMENT COMMUNISTE" (3)

Cette thèse a d'abord le mérite de s'opposer radicalement aux conceptions de certains apprentis-bureaucrates (en particulier "Rouge") qui ont cru voir dans le mouvement étudiant une avant-garde pour la classe ouvrière, se substituant momentanément à la "direction révolutionnaire" défailante ou inexistante.

 et en quoi Lénine voyait la condition subjective indispensable au mûrissement de la crise révolutionnaire. Une telle organisation aurait fait en sorte que toutes les luttes convergent et s'étendent... Elle aurait avancé des mots d'ordre capables de faire progresser les luttes, comme celui de grève générale illimitée, entraînant inéluctablement des mots d'ordre de combat pour la prise du pouvoir politique...

Si Mai 1968 n'apas abouti, n'a été qu'une "répétition générale", c'est précisément parce qu'un tel parti n'existait pas... "
 ("La Farce Electorale" A. Krivine pg. 35-36-38)

(2) "Si dans une seule grande usine, entre le 16 et le 30 Mai, une assemblée générale s'était constituée en Conseil détenant tous les pouvoirs de décision et d'exécution, chassant les bureaucrates, organisant son auto-défense et appelant les grévistes de toutes les entreprises à se mettre en liaison avec elle, ce dernier pas qualitatif franchi eut pu porter le mouvement tout de suite à la lutte finale dont il a tracé historiquement toutes les directives".

("I.S." n° 12 page 12)

(3) voir note page suivante.

Elle nous paraît être aussi particulièrement importante pour ceux des révolutionnaires qui sont en milieu étudiant. En effet, dans la mesure où la "contestation étudiante" n'a pas d'existence autonome comme mouvement révolutionnaire il serait vain pour ces militants d'essayer d'entretenir une agitation artificielle dans leur milieu.

Cela ne signifie pas que les révolutionnaires étudiants doivent se désintéresser de ce qui se passe dans les universités. Ils doivent au contraire élever la voix et faire éclater les contradictions du système universitaire chaque fois que l'occasion se présente. C'est une telle tactique qui en Mai 1968 permit le déclenchement des événements que l'on sait. Ce qui serait par contre aberrant c'est que l'on puisse imaginer qu'un autre mouvement de Mai puisse se produire à partir de la même agitation - la bourgeoisie ne refera pas deux fois les mêmes erreurs - ou que l'on puisse mettre sur pied une "université critique" ou une "université rouge".

Il doit être clair que, de par la place de l'université dans le système de production, et de par la situation des éléments qui la composent, la lutte de classe ne passe pas par celle-ci sinon occasionnellement. L'actuelle stagnation et décomposition du mouvement étudiant le montre assez.

La méconnaissance de tels faits risque de conduire certains éléments révolutionnaires vers un activisme stérile et, en fin de compte, de les décourager de toute activité militante. La seule possibilité pour ces révolutionnaires est, même si ce n'est pas toujours facile, de rejoindre le mouvement ouvrier qui aujourd'hui se dessine. Par là nous n'entendons évidemment pas qu'ils doivent constituer de grandes organisations de masse, nouvelles bureaucraties qui traiteraient au sommet avec les bureaucraties syndicales. Nous avons par contre en vue ce qui se passe actuellement en Italie où révolutionnaires de provenance étudiante et ouvrière militent ensemble dans les différents comités de base. Une telle attitude de la part des révolutionnaires étudiants implique donc l'abandon de leur position d'étudiant pour ne conserver que celle de révolutionnaire.

L'extension future du processus révolutionnaire aujourd'hui engagé, est là encore, la seule issue qui s'offre à ces militants. Alors, comme l'écrit notre camarade, "il n'y aura plus de mouvement étudiant parce qu'il y aura un mouvement ouvrier".

(3) Il est évident que sous la plume de notre camarade le sens du mot "communiste" ne saurait être confondu avec la falsification stalinienne ou trotskyste qui a cours aujourd'hui.

PETITE MISE AU POINT
 AU SUJET DU N° 12 DE L'"I.S."

Le numéro 12 de l'"Internationale Situationniste" (B.P. 307-03 Paris), revue de la section française de l'"I.S.", se fait particulièrement remarquer par son audace et par la rigueur de ses analyses. Son intrasigeance quand à la dénonciation des théories erronées ou falsificatrices n'a d'égale que sa perspicacité à découvrir dans un texte exactement l'inverse de ce qu'il exprime.

Ainsi, nous écrivons dans le point 7 de notre Déclaration de Principes (R.I. n°2, page 6):

"... A l'opposition des buts et des tâches entre parti bourgeois et parti révolutionnaire correspond une opposition radicale de moyens d'action, structures et relations avec la masse des travailleurs entre ces mêmes partis.

En ce sens, la conception Léniniste du parti, profondément marquée par l'idée jacobiniste bourgeoise est à rejeter.

Le parti révolutionnaire n'est ni le "représentant", ni "l'état major", ni la "conscience" de la classe ouvrière. Comme organisation, il n'a ni à diriger la classe ni à exercer le pouvoir à sa place.

Son rôle est de contribuer à l'auto organisation de la classe par le développement et la diffusion de la théorie révolutionnaire et la participation quotidienne aux luttes de la classe."

L'"Internationale Situationniste" saute sur l'occasion et dénonce naturellement chez nous:

"... Le livre de René Viénet n'a pas eu les honneurs de la psychiatrie, mais a été critiqué dans un article du n°2 de "R.I." (...) tribune d'un groupe ultra-gauchiste, anti-trotskyiste, point bordighiste, mais peu dégagé du léninisme, et visant toujours à reconstituer la savante direction d'un "vrai parti du prolétariat" qui promet de

rester pourtant démocratique le jour où
il existera." ("I.S." n°12 page 51).

Nous n'avons rien à répondre à cette affirmation. "L'I.S." le fait pour nous (ibid.) : "Ceux qui croient avoir besoin de falsifier les textes pour défendre leurs thèses avouent ipso-facto que leurs thèses sont indéfendables autrement."

Le reste de l'article proprement dit n'est plus qu'un amas de faux-fuyants agrémentés par-ci par-là de sournoiseries flagrantes. Par exemple:

"S'il s'agit seulement -puisque notre critique paraît plus intéressé par une sorte de course entre les "groupes"; et peut-être pense-t-il au sien?" ... (page 52)

L'I.S. sait fort bien que R.I. n'existait pas en Juin 68: un de ses actuels membres fut un des premiers adhérents à R.I.

"Sans aller jusqu'à insinuer qu'il y aurait le moindre détail faux dans ce rapport, notre censeur estime que Viénet adonné une trop grande place à notre action, imaginée prépondérante." (p.52)

Nous rappelons que c'est Viénet qui "imagine", le terme est exact:

"...L'agitation déclenchée en janvier 68 à Nanterre par quatre ou cinq révolutionnaires qui allaient constituer le groupe des enragés, devait, entraîner, sous cinq mois, une quasi-liquidation de l'Etat" ("Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations", p.25).

Mais laissons là toutes ces mesquineries. Elles et les histoires de parenthèses et de points de suspension ne prennent une importance réelle que dans la volonté des situationnistes de ne pas toucher aux vrais problèmes.

o
o o

"...Quand aux débris du vieil ultra-gauchisme non trotskyste, il leur fallait au moins une crise économique majeure. Ils subordonnaient tout mouvement révolutionnaire à son retour, et ne voyaient rien venir. Maintenant qu'ils ont reconnu une crise révolutionnaire en mai, il leur faut prouver qu'il y avait donc là, au printemps de 68, cette crise économique "invisible". Ils s'y emploient sans crainte du ridicule, en produisant des schémas sur la montée du chômage et des prix. Ainsi, pour eux, la crise économique n'est plus cette réalité objective, terriblement voyante, qui fut tant vécue et décrite jusqu'en 1929, mais une sorte de présence eucharistique qui soutient leur religion." (I.S. n°12 p.6)

Demander aux situationnistes de comprendre quelque chose à l'économie, c'est leur demander d'être matérialistes. Pour n'importe qui, un phénomène quel qu'il soit, a un début, une apogée, et une fin. Dans le cas de la crise économique, nous essayons d'expliquer (p.51 de R.I. 2) que la crise n'en était qu'à son début, que le capitalisme mettait en oeuvre tout un arsenal de moyens lui permettant d'atténuer momentanément les manifestations les plus frappantes de cette crise. Ce qui ne l'empêchait nullement d'être une "réalité objective". A preuve que cette "présence eucharistique qui soutient notre religion" va de jour en jour progresser, affolant les milieux financiers et agitant le monde de part en part. Mais pour l'I.S., la crise c'est 1929 ou rien; elle tombe du ciel un beau jour, on ne sait pourquoi, mais elle est évidente. Alors, on lève les bras au ciel, on dit "c'est la crise, terriblement voyante, qui nous frappe", les prix montent, les monnaies descendent, et les patrons se hâtent de licencier. Voilà la vision que les situationnistes nous reprochent de ne pas avoir. Tas de cons.

La crise économique qui commençait à miner le capitalisme n'était pas passée inaperçue aux yeux de tous les "ultra-gauchistes". Ainsi, la revue "Internacionalismo" qui paraît au Venezuela, intitulait un de ses articles en janvier 1968: "L'année 1968 commence par un nouveau rôle du capitalisme mondial". En voici quelques extraits:

"...L'année 67 nous a laissé la chute de la livre sterling et 68 nous apporte les mesures de Johnson. La lutte inter-capitaliste se durcit en rendant de plus en plus imminente la guerre mondiale.

"...Dans ces circonstances, lentement et par à coups, la classe ouvrière se fraie un passage dans un mouvement souterrain, qui par moments, semble inexistant. La lutte éclate ici, éclaire pendant quelques instants d'une façon aveuglante pour s'éteindre soudain et éclater ensuite ailleurs. C'est le réveil de la classe ouvrière de la lutte ouverte' ...

"...Nous ne sommes pas des prophètes, et nous ne prétendons pas savoir quand et de quelle façon les événements futurs vont avoir lieu. Nous sommes certains, par contre, qu'il est impossible d'arrêter le processus que subit actuellement le capitalisme avec des réformes ou des dévaluations, ou avec un autre genre de mesures économiques capitalistes et qu'inévitablement, ce processus le mène vers

la crise. Par là même, le processus inverse, celui du développement de la combativité de la classe, qui en général a lieu actuellement, va conduire le prolétariat à une lutte sanglante et directe en vue de la destruction des Etats bourgeois". ("Internacionalismo" Janv. 68)

Ainsi, la prétendue invisibilité de la crise n'était évidente que dans la cécité de ces gens là.

Il faut être situationniste, c'est à dire parler en termes de "déconfiture de tous nos adversaires intellectuels" (page 7) pour ne pas oser voir la réalité matérielle, de peur qu'elle ne détruise l'importance que l'on se donne vis à vis de l'Histoire.

Il ne faudrait tout de même pas croire que toute la critique de l'I.S. est contenue dans ces petites choses. Nous avons réussi à trouver une critique sérieuse de ce qui est écrit, pages 31 et 32:

"... Leur première tâche (il s'agit des organisations conseillistes) théorique sera de combattre et de démentir en pratique, la dernière forme d'idéologie que le vieux monde leur opposera: l'idéologie conseilliste, telle qu'une première forme grossière était exprimée à la fin de la crise, par un groupe "Révolution Internationale", implanté à Toulouse, qui proposait tout simplement, -on ne sait d'ailleurs à qui- d'élire des Conseils Ouvriers au-dessus des assemblées générales, qui ainsi n'auraient plus qu'à ratifier les actes de cette sage néo-direction révolutionnaire"... "La prochaine révolution ne reconnaîtra comme Conseils que les assemblées générales souveraines de la base, dans les entreprises et les quartiers; et leurs délégués toujours révocables dépendant d'elles seules."

Il suffit de lire le numéro 1 de Révolution Internationale: "Le Pouvoir des Conseils Ouvriers" pour se rendre compte que l'I.S. prend, selon ses termes, ses désirs pour des réalités (il est vrai qu'elle croit en la réalité de ses désirs). R.I. n'a JAMAIS écrit ce dont l'I.S. l'accuse. Tout au contraire:

"... En tant qu'assemblées responsables de travailleurs, éligibles et révocables détenant tous les pouvoirs, ils (les Conseils Ouvriers) constituent la seule réponse possible et réelle au problème de l'organisation sociale future. (p.16)

"... Celle (l'organisation du prolétariat) qui abolira

La rupture bourgeoise entre dirigeants et exécutants, et qui par un système de démocratie directe (délégués élus et révocables à tout moment, institués comme EXECUTANTS de la majorité) donnera à tous et à chacun le moyen de s'exprimer et agir en prenant en charge tous les secteurs de la vie publique. (page 17)

"... En effet, les Conseils étant des assemblées des travailleurs élus et révocables à tout instant, ayant simplement un pouvoir d'exécution des directives prises en assemblées informées, sont la forme même qui permet à tous les hommes de diriger leur production, leur activité. (page 20).

"... Les diverses expériences ont montré que cette coordination entre les divers conseils de base (conseils d'usine, de quartier, de campagne) ne peut être réalisée que par un autre conseil.

C'est le rôle des conseils de ville formés de délégués de quartier et d'usine, des conseils de région avec des délégués de villes et circonscriptions agricoles, enfin d'un Conseil central, une assemblée centrale de conseils.

Les relations existant entre tous ces conseils sont les mêmes qui existent entre les travailleurs et le Conseil local d'usine. Toute décision est prise par les délégués après collecte des DIRECTIVES des conseils locaux, élaboration d'une ou diverses solutions et RATIFICATION d'une d'elles par les intéressés. A l'égal des conseils de base, les conseils supérieurs restent les EXECUTANTS de la volonté de ceux dont ils sont l'émanation. Ils sont simplement le moyen que se donnent ces derniers pour la réaliser." (page 22.)

(Révolution Internationale n°1)

Quant à l'idée des délégués dépendant des assemblées que l'I.S. semble vouloir nous opposer, nous voyons qu'elle est défendue par tout le numéro 1 de R.I.

°
° °

Nous tenons encore à citer un extrait de l'I.S. numéro 12 pages 72 et 73, où on peut voir apparaître les premiers symptômes de bureaucratie à l'intérieur d'une organisation conseilliste; croyant avoir compris que les rapports des individus à l'intérieur d'une organisation conseilliste préfigurent les rapports d'organisation des individus à l'intérieur des conseils ouvriers, il ne reste à l'I.S. qu'à devenir cohérente pour que la critique qu'ils nous adressent se retourne contre eux:

"... Mais pour simplifier tout de suite la discussion, en refusant même de prendre en considération une foule de pseudo-organisations conseillistes qui pourront être simulées par des étudiants ou des obsédés du militantisme professionnel, disons qu'il ne nous semble pas que l'on puisse reconnaître comme conseilliste une organisation qui ne comporterait pas au moins 2/3 d'ouvriers. Comme cette proportion pourrait peut-être passer pour une concession, ajoutons qu'il nous paraît indispensable de la corriger par cette règle: il faudrait que, dans toute délégation à des conférences centrales OU PEUVENT ETRE PRISES DES DECISIONS NON-PREVUES PAR UN MANDAT IMPERATIF, LES OUVRIERS CONSTITUENT LES 3/4 DES PARTICIPANTS. En somme, la proportion inverse des premiers congrès du "parti ouvrier social démocrate de Russie" ".

o
o o

Faute de temps et de patience, nous ne nous attarderons pas à énumérer tout le chapelet d'âneries sanglantes contenues dans ce numéro 12. Ces gens là ne souhaitent évidemment qu'une chose, c'est que l'on parle d'eux, et pour cela ils sont prêts à utiliser n'importe quel moyen; la calomnie encourageant la bassesse.

Nous n'avons voulu que rectifier aux yeux de nos lecteurs communs les quelques affirmations écrites à notre sujet par les gens de l'I.S. .

o
o o

Directeur de la publication

C. GINE

Correspondance:

C. GINE
B.P. 183
31 - Toulouse (01)
C.C.P. 2722-39

Abonnements:

5 numéros, 10 Francs

Abonnement de soutien:

5 numéros, 20 Francs

DECEMBRE 1969